

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Réaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an... 80 fr.	Trois mois... 28 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Un an... 112 fr.
	Chèque postal Lorient 656-02

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

LA CRISE POLITIQUE SE DÉNOUE LÉGALEMENT

A peine debout, le ministère est par terre Millerand démissionne

Il y a eu affluence, hier, à la Chambre : des milliers de personnes faisaient queue pour entrer, et une demi-heure avant l'ouverture de la séance, les tribunes étaient garnies ; celles des journalistes contenaient au moins trois cents représentants de journaux.

Avant que M. Painlevé n'agitât sa sonnette, les députés avaient presque tous pénétré dans la salle d'audience. On se désignait Marty qui avait changé de chemise et qui arborait une belle cravate. A côté de nous un journaliste facétieux demandait au chroniqueur de l'Humanité : « Est-ce par décision du Comité Directeur que Marty s'est vêtu comme tous ses collègues ? »

A trois heures cinq, le provisoire Président du Conseil, M. François-Marsal, monta à la tribune pour lire un message du Président de la République.

Comme le fait ne se produisit point souvent qu'un hôte de l'Élysée s'entrelienne publiquement avec les parlementaires, nos lecteurs ne nous en voudront point de les ennuier avec la diatribe de M. Millerand.

Le message présidentiel

« Messieurs les Sénateurs,
« Messieurs les Députés,

« Lorsque l'Assemblée nationale me fit l'honneur de m'appeler, par 685 suffrages, à la magistrature suprême, elle savait, par mes déclarations publiques, que je n'acceptais d'aller à l'Élysée que pour y défendre une politique nationale de progrès social, d'ordre, de travail et d'union ».

« L'engagement solennel que j'avais pris devant le pays, je l'ai fidèlement tenu. »

« La France a soif de paix, de travail et de concorde. »

« Elle veut au dehors une politique qui lui assure, d'accord avec ses alliés, la sécurité, les réparations, l'application du traité de Versailles, le respect de tous les actes diplomatiques qui ont institué le nouvel ordre européen. »

« Cette politique extérieure appelle une politique intérieure inspirée des enseignements de la guerre, fondée sur l'entente entre les Français, le respect des opinions et des croyances, le souci d'introduire dans les relations sociales toujours plus d'équité et de bonté, la volonté de sauvegarder le crédit de la France en maintenant entre les recettes et les dépenses publiques un rigoureux équilibre. »

« Ces idées ont toujours dirigé mon action. »

« Elles continueront de le guider. »

« En disposant que le président de la République n'est responsable devant les Chambres que dans le cas de haute trahison, la Constitution a voulu, dans un intérêt national de stabilité et de continuité, que le pouvoir présidentiel fût, pendant sept années, maintenu à l'abri des fluctuations politiques. »

« Vous respecterez la Constitution. »

« Si vous la méconnaissiez, s'il était entendu désormais que l'arbitraire d'une majorité peut obliger le président de la République à se retirer pour des motifs politiques, le président de la République ne serait plus qu'un jouet aux mains des partis. »

« Vous m'aideriez à écarter un si redoutable péril. »

« Je me suis refusé à déserter mon poste. »

« Ce n'est pas du Parlement, chargé de voter les lois et de veiller à leur respect, que peuvent venir le signal et l'exemple de leur violation. »

« De dangereux conseillers s'efforcent, dans un intérêt de partis, d'obtenir que la nouvelle législature débute par un acte révolutionnaire. »

« La Chambre refusera de les suivre. »

« Fidèle à ses traditions, le Sénat voudra demeurer, comme il le fut dans les plus graves conjonctures, le défenseur de la Constitution. »

« Une question constitutionnelle, aussi importante pour l'avenir des institutions républicaines que celle posée par la crise actuelle, ne peut être réglée dans l'ombre par des décisions d'individualités ou de groupes. »

« Je fais, avec confiance, appel à la sagesse des deux Chambres, à leur prudence, à leur amour de la France et de la République. »

« Conscient de mon devoir, j'ai assumé mes responsabilités. »

« L'heure est venue pour le Parlement de prendre les siennes. »

Cette lecture, faite avec un ton de commandement, un ton hautain de chef, est applaudie furieusement sur les bancs de la droite. Par contre, sur les bancs de la gauche, on ne manifeste dans aucun sens. Les bolchevistes se tiennent cois aussi. On sent qu'ils ont fait un pacte d'un instant avec leurs collègues radicaux et socialistes, car eux, qui ordinairement aiment si bien faire des interruptions, en avaient de belles à placer à certains passages de la prose présidentielle : les couillues du Palais-Bourbon ont-elles déjà fait des leurs : ont-elles déjà modéré l'ardeur « révolutionnaire » de ces « irréductibles » ?

François-Marsal ne veut point quitter la tribune avant d'avoir appuyé la déclaration présidentielle par une déclaration ministérielle.

Comme Le Libertaire informe bien, comme il ne tient pas à ce que ceux qui le lisent achètent aujourd'hui un autre journal pour être complètement mis au courant des moindres détails de cette crise politique, il va vous donner, une fois n'est pas coutume, tous les documents de quelque importance qui furent versés, hier, dans les débats de la Chambre.

La déclaration ministérielle

« Messieurs,

« Vous venez d'entendre la lecture du message de M. le Président de la République. »

« Le gouvernement qui est devant vous ne s'est constitué que pour permettre aux Chambres de se prononcer dans le débat d'ordre constitutionnel ouvert depuis quelques jours, hors du Parlement, mais dont le Parlement seul est juge. »

« Nous n'avons donc pas à vous présenter un programme de gouvernement. Notre mission a un but limité et précis. »

« Ou bien vous nous direz, comme nous le demandons, que les lois constitutionnelles doivent demeurer intangibles, au-dessus des partis. Dans ce cas, l'autorité de votre vote indiquera aux chefs de la majorité issue des élections du 11 mai qu'ils ont le devoir d'accepter du président de la République le pouvoir que celui-ci leur a offert et d'assumer la charge des destinées de la France. »

« Ou bien, par un vote qui permettra à chacun de prendre nettement ses responsabilités, vous déclarerez que vous n'approuvez pas les principes formulés par le message de M. le président de la République, principes que nous défendons devant vous et qui sont la base de la Constitution républicaine. »

« Dans ce cas, nous rendrons compte de l'échec de notre mission au chef de l'Etat et celui-ci prendra alors la décision qui en est la conséquence. »

« Nous faisons appel à votre conscience et à votre raison. Il faut que ce débat se poursuive en dehors de toute équivoque. »

« Le vote que vous allez émettre intéresse au plus haut point l'avenir du régime. »

« Le respect de la légalité est la garantie de nos institutions républicaines et la sauvegarde des libertés publiques. »

Comme tout à l'heure, cette déclaration est acclamée par les droites et entendue dans le profond silence par les gauches (les bolchevistes compris).

Les adversaires de Millerand attaquent

M. Painlevé fait connaître qu'il a reçu de M. Cachin une demande d'interpellation sur la politique générale du cabinet, une autre de M. Blum sur la constitution dudit cabinet, une troisième de M. Aubriot sur les discours prononcés à Evreux, voilà quelques mois, par Millerand.

Mais ce qui surtout était attendu impatiemment, c'était la réplique, sous forme de motion, que toute la presse avait annoncée.

MM. Herriot, Raynaldi, Viollette et Léon Elum la déposent tout de suite.

Motion des gauches

« La Chambre, résolue à ne pas entrer en relations avec un ministère qui par sa composition est la négation des droits du Parlement ; »

Refuse le débat inconstitutionnel auquel elle est conviée ; et décide d'ajourner toute discussion jusqu'au jour où se présentera devant elle un gouvernement constitué conformément à la volonté souveraine du pays. »

On se remue fort du côté de la droite, et pour parer à ce coup, Reibel, terre-neuve de Millerand, est dépêché à la tribune pour parler sur cette motion. Il va tenir le « crachoir » une heure et demie et attaquer à un tel point les gauches et l'extrême gauche qu'il va les faire sortir de leur tactique, de leur silence.

Voici de ses phrases :

« La Chambre ne peut pas ne pas vouloir qu'un pareil débat ne prenne pas l'ampleur nécessaire ; l'Assemblée issue du suffrage universel ne peut s'en remettre à des comités occultes. Serait-ce donc que les conjurés ont peur de la solidité de leurs troupes et pensent que leur coup d'Etat exige le silence et l'ombre ? »

« Mais si le gouvernement actuel ne contient ni socialiste ni radical-socialiste, il ne renferme que de bons républicains, des républicains de gauche. »

« Prenez garde ! Ne portez pas atteinte à la légitimité aux bases mêmes de la Constitution et surtout à la séparation des pouvoirs ! »

« Vouloir réunir tous les pouvoirs en une seule Assemblée constitue une tentative des plus dangereuses ! »

« Ne jouez pas à la Révolution ! »

« Faites-la nettement, si vous voulez la faire ! Ne jetez pas le pays dans le trouble et l'anarchie ! »

Le Sénat aussi est contre Millerand

Ce Reibel, en dépit de sa balourdise, est un pince-sans-rire ; a-t-on idée de demander à des députés de faire la révolution !

François-Marsal encore à la tribune

Il y crée un vif incident

M. François-Marsal se plaint que la majorité ne veuille point de débat et il crie haut que « ceux qui ont pris l'initiative de cette manœuvre contre le chef de l'Etat ne sont pas des républicains ». »

Il poursuit que « l'origine de cette campagne — montée à propos d'un ne sait quel prétexte de discours ou d'intervention — est une vengeance dirigée contre le président du conseil de 1920 ». »

« On a eu le désir de donner satisfaction à un gouvernement étranger et... »

Il ne peut continuer, la majorité l'en empêche par ses clameurs. Enfin, à un moment d'apaisement, il se rétracte ; il indique qu'il n'a pas attribué à un membre quelconque de cette Assemblée une attitude qui lui paraît blessante. Il n'a fait état que d'articles de journaux et de notes parues dans la presse. »

Toute son intervention fut hachée de violentes interruptions.

Au nom des bolchevistes

Renaud Jean, un des « leaders » du groupe bolcheviste, a la parole.

En cognant sur Millerand, il fait le procès de tous les renégats, traîtres à la classe ouvrière. Il dit :

« Parmi ces renégats et ces traîtres, le plus méprisable est celui que vous allez écouter dans quelques instants. »

« Nos collègues de la droite, qui le défendent aujourd'hui, ont oublié certains de ses articles de la Lanterne contre les barons de la finance, l'autocratie de l'argent, et sa circulaire électorale, en faveur de l'appropriation des mines, des banques, des compagnies d'assurance, etc., et de l'Internationale ouvrière, du retour à la nation des moyens d'échange et de production. »

A ce moment, M. Fabry, ministre des colonies, demande la parole ; Renaud Jean ne veut pas lui céder son tour et il n'en faut pas plus pour susciter incidents sur incidents.

Un cocorico patriotique

M. Renaud descend de la tribune, acclamé par ses amis. M. Fabry lui succède et parle dans un bruit intense.

Il vient s'élever contre ce qu'il appelle les propos outragants du député d'extrême gauche. Il tient à défendre un absent, et il vante, au milieu des rires et des claquements de pupitrés, les services militaires et patriotiques de Millerand.

M. Fabry a fait hier son petit Maginot.

Explications de vote

On va voter sur la motion Herriot et Cie, qui a la priorité, mais avant, quelques députés nationalistes ont l'autorisation d'expliquer le vote qu'ils vont émettre.

Ils défilent à la tribune, ce qui fait dire à un membre de l'Assemblée : « Et on dit qu'il y a une crise de domesticité ! »

François-Marsal remet ça !

Ce Président du Conseil d'un jour, qui ne le sera peut-être jamais plus, a pris goût à sa fonction, et le voici une troisième fois à la tribune.

Mais cette fois, ça ne va pas tout seul. La majorité de la Chambre prétend qu'il en prend trop à son aise et s'oppose à ce qu'il parle, ce qui amène un membre de l'extrême gauche à crier : « Laissez parler le représentant de vingt-sept conseils d'administration ! »

Il cause dans le chahut, et on comprend qu'il pose la question de confiance ; on ne s'explique pas pourquoi, puisque, d'après ses dires mêmes, son ministère n'a été forgé que pour apporter à la Chambre le message du Président de la République.

La Chambre vote

Un scrutin public est décidé. Pendant une heure, les « vingt-sept mille » défilent à la tribune pour déposer dans une grande urne leur bulletin qui va décider du sort de l'ex-socialiste Millerand.

Par 329 voix contre 214, la motion Herriot est adoptée.

Le peuple français ne portera point le deuil de ce ministère d'un jour, ni de la chute refaisant de Millerand. Mais, qu'il ne se réjouisse pas trop, les nouveaux maîtres pourraient le faire déchanter avant peu.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

L'INSURRECTION ALBANAISE

Tirana au pouvoir des nationalistes

Rome, 10 juin. — Les derniers réfugiés albanais parvenus à Bari confirment que les forces nationalistes ont occupé Tirana. La gendarmerie de cette ville fit d'ailleurs cause commune avec eux et força Ahmed Zogou à cesser la résistance.

La plupart des membres du gouvernement déchu sont partis précipitamment en direction de Vienne.

Le Sénat aussi est contre Millerand

La séance d'hier après-midi, ouverte à 15 heures, permit aux vieux bonzes du Luxembourg de se prononcer sur la situation politique.

Après avoir entendu M. Antony Ratier, garde des sceaux, lire la déclaration ministérielle, ainsi que le message de Millerand, M. Gaston Doumergue, qui préside, fait savoir qu'il a reçu de M. Henry Chéron une demande d'interpellation.

M. Ratier, au nom du gouvernement, demande la discussion immédiate.

MM. René Renoult, Léon Perrier, etc., déposent aussitôt une demande de renvoi de l'interpellation.

Après quelques mots échangés entre Chéron, Doumergue et Berthoulat, on vote, et par 154 voix contre 144, l'ajournement est adopté.

La prochaine séance est fixée à demain, à 15 heures.

Déménagement à l'Élysée

Aussitôt après la séance de la Chambre, le président du Conseil et ses collaborateurs se sont rendus à l'Élysée, pour mettre le Président de la République au courant de la situation. Cette conférence a duré trois quarts d'heure. A son issue, la Présidence de la République a fait la communication suivante :

« Le président du Conseil s'est rendu, avec les ministres, à l'Élysée, pour mettre le Président de la République au courant de ce qui s'était passé au Parlement. M. Millerand a vivement remercié M. François-Marsal et ses collègues du concours qu'ils lui avaient apporté pour la défense de la Constitution. »

« Les ministres ayant offert leur démission, M. Millerand a répondu que, devant la complète rendu des séances des deux Chambres que venait de lui faire le président du Conseil, il avait résolu de se retirer. »

« Il a demandé, en conséquence, au Cabinet, de bien vouloir demeurer en fonction. »

« Le Conseil des ministres se réunira demain matin. »

« La décision du Président de la République sera portée à la connaissance des deux Chambres au début de leurs séances de l'après-midi. »

Les Balances de la Justice

Le camarade Védry, du S. U. B., et sa femme avaient manifesté, à un cinéma du Kremlin-Bicêtre, leur dégoût pour un film royaliste et idiot appelé l'« Enfant-Roi ».

Après l'entracte, le directeur du cinéma voulut interdire l'entrée de la salle aux trouble-fête qui, par leurs protestations, pouvaient faire réfléchir le public gobeux. Naturellement, on alla chercher la police, avec laquelle notre copain discuta franchement, en ne mâchant pas ses mots.

Résultat : Védry et sa femme furent poursuivis pour outrages à agents, et condamnés par défaut l'un à trois semaines et l'autre à six jours d'emprisonnement.

Sur opposition et après plaidoirie de M. Lohr, la compagnie de Védry fut acquittée et la peine de ce dernier réduite à six jours de prison.

T'en fais pas, Védry, pour tes six jours de tôle, tu seras amnistié.

La souris du Palais.

Les derniers jours de la démocratie

Nous pouvons saluer l'avènement du bloc des gauches au pouvoir comme la dernière manifestation du conflit démocratique, cherchant à rétablir dans une Europe épuisée par des années de guerre et de sang, l'ordre et la paix nécessaires à son relèvement. Après cette expérience qui sera certainement de très courte durée, il ne restera plus aux partisans de la démocratie qu'à tirer le rideau sur la comédie qu'ils tentent à nouveau de faire jouer à l'Histoire. *Ace Caesar, morituri te salutant* : voilà ce que doit dire le bloc des gauches au seuil de la période qui s'ouvre devant lui dès maintenant. Que les démocrates n'aillent pas croire surtout que nous voulons nous moquer de leurs douceurs et chères illusions ! Nous les estimons, en effet, infiniment pour leur bonté d'âme et pour la peine qu'ils veulent bien se donner pour nous procurer les joies et nous faire profiter des bienfaits de la paix et de la justice universelles. Ce sera même avec grand plaisir que nous suivrons les ébats et la chevauchée des politiciens de gauche emportés au grand galop de leurs coursiers chimériques vers l'âge d'or de la collaboration et de l'harmonie des classes. Et très charitablement, nous les avertissons de prendre garde à ne pas être désarçonnés trop brutalement dans cette course, car vraiment ce serait une bien grande perte pour la démocratie, la justice et autres sacrés principes et en même temps une peine immense pour tous ces braves bourgeois et semi-bourgeois épris d'idéal et pleins de bonne volonté à l'égard des pauvres et des misères de ce monde.

Mais comme nous ne sommes pas de ceux qui se nourrissent de mots vides de sens pour la plupart et de grandiloquentes formules, nous ne saurions nous attarder à cette mascarade, bonne tout au plus à charmer les malheureux moutons qui s'en remettent toujours, du lieu et de l'heure de patte, à leurs bergers. La sinistre farce d'une république des travailleurs à l'ombre d'un capitalisme arrogant et dominateur, a suffisamment duré, et nous avons vu déjà ce que vaut la « république des camarades », pour que le prolétariat se laisse prendre encore cette fois au piège décevant et démoralisant des réformes et des réalisations démocratiques. Ce dernier danger n'est d'ailleurs guère redoutable, car il n'est au pouvoir d'aucun parti politique d'améliorer aujourd'hui en quoi que ce soit le sort des classes laborieuses. En effet, il ne faut pas oublier qu'à l'époque d'organisation économique — ou plutôt de désorganisation — que nous traversons, il y a de nombreuses catégories sociales dont les intérêts s'opposent le plus souvent, et il est presque impossible d'accorder satisfaction à une catégorie sans aussitôt en léser une autre. Par exemple, à cette heure où des centaines de mille de fonctionnaires vivent aux crochets de l'Etat, à cette heure où des dizaines de milliers de nouveaux candidats se cramponnent aux basques des gens en place pour avoir la quotidienneté et bienfaissante pâtée, donner droit à leurs réclamations et à leurs demandes équivaut à faire retomber toute la charge de leur entretien sur le dos du véritable producteur, lequel en la circonstance est toujours le pro-

LE FAIT DU JOUR

Programme escamoté

Maintenant que le clan Millerand est battu, et puisqu'il n'ose pas tenter son coup d'Etat pour instaurer le fascisme en France, nous pouvons prédire à peu près ce qui va se passer.

Alexandre va démissionner, un Congrès va se réunir à Versailles qui désignera un autre « soliveau présidentiel », et puis ce dernier appellera Herriot à la Présidence du Conseil.

Au début de la semaine prochaine, au plus tard, le député de Lyon nous aura doté d'un gouvernement qui ressemblera comme un frère jumeau à celui que présidait l'homme-qui-rit.

Et puis ? En quoi serons-nous plus avancés ? Y aura-t-il un pas de fait dans la direction du progrès social ? Verrons-nous une seule réalisation qui permette d'affirmer qu'une amélioration sensible aura été obtenue par le prolétariat ?

Que non pas !

Le programme électoral du bloc des gauches a déjà été abandonné en partie par Herriot au lendemain du 11 mai.

Plus n'est question de l'évacuation de la Ruhr ; il paraît que nous sommes engagés à « honorer » dans cette opération de banditisme et les filibustiers qui combattront Poincaré pour son attitude continueront la même politique impérialiste.

L'argent continuera à être dilapidé pour faire peser sur les épaules du prolétariat rhénan le joug de la brutale occupation militaire française.

On ne dit plus un mot, non plus, au sujet de la suppression de l'impôt sur les salaires.

Dame, ce n'est pas fait pour nous surprendre : les bourgeois sont dans leur rôle en faisant payer les frais de leurs folies aux ouvriers, puisque ceux-ci acceptent encore ce rôle de payeur de pots-cassés par les autres.

L'amnistie sera faite au compte-gouttes, et nous avons déjà dit ce que nous pensions de cette odieuse manière de faire.

Bref ! tout ce que les politiciens avaient promis avant d'être élus sera relégué dans le rayon des vieilles choses auxquelles on ne doit plus penser.

C'est la norme des choses.

Toujours on assiste au même spectacle. Seulement, cette fois, un vent de confiance avait soufflé qui accordait aux paroles des candidats une valeur qu'on ne leur donnait plus depuis longtemps.

Des gens bien intentionnés nous reprochaient notre campagne antiparlementaire en nous disant que nous faisions le jeu du Bloc National.

Et ils doivent se rendre compte maintenant qu'il n'y a pas de différence à établir entre n'importe quels politiciens — que tous sont des oppresseurs et des fumistes — et que nous avions, hélas ! trop raison de ne pas vouloir accorder foi à leurs promesses.

Pour obtenir des réalisations, il faudra que le prolétariat délaisse le bulletin de vote pour reprendre la vieille arme de libération : la révolution.

Le Bloc des gauches escamote son programme ; il en aurait été de même si c'était été le Bloc National ou les bolchevistes qui eussent obtenu la victoire.

Définissons-nous de tous les fabricants de boniments et travaillons à faire surgir la révolution qui balayera tous les maîtres et, partant, tous les politiciens qui aspirent à le devenir.

létariat. Car pour se maintenir, pour conserver sa puissance et son prestige, l'Etat démocratique doit entretenir et nourrir une formidable armée de fonctionnaires et de parasites de tous ordres. Plus il sait s'entourer de serviteurs fidèles et dévoués, plus l'Etat est solide. Les partis politiques savent tout cela, c'est pourquoi plus la politique évolue à gauche, plus elle va vers l'extrémisme, plus s'accroissent les forces du parasitisme étatique. Cela est d'ailleurs dans leur rôle ; ce que veut un parti politique, c'est gouverner. Or, pour entrer en possession du pouvoir en régime de démocratie, il faut savoir s'adresser à toutes les classes et à toutes les diverses catégories de la société, c'est-à-dire avoir une politique pour chacune d'elles, de façon à s'attirer le plus grand nombre d'électeurs. Aucun parti n'échappe à cette règle, pas même le grand parti des masses qui a une politique pour les ouvriers, pour les paysans, pour les petits et moyens commerçants, pour les classes intermédiaires, les bistrots, les mercantils, les fonctionnaires, tout comme si cet amalgame disparate, ce galimatias, dirait Sorel, pouvait représenter les intérêts d'une classe. Tant que durera le système parlementaire, tant que les partis s'affronteront dans l'arène politique et se feront la surenchère les uns sur les autres, nous assisterons à cette ignoble démagogie qui consiste à vouloir concilier des intérêts inévitablement inconciliables et à vouloir rapprocher des catégories sociales que le système économique actuel et l'affreux capitalisme mercantile qui règne aujourd'hui en maître divisent irrémédiablement.

La démocratie, par ses bases charlatanesques et la liberté qu'elle accorde aux politiciens et aux aventuriers de tous poils et de toutes nuances de profiter de l'ignorance et de la crédulité humaines, par ses promesses et ses efforts vers le progrès, l'harmonie et la paix sociale, a toujours tendu à dissocier les classes, à les amalgamer d'une façon hypocrite sous le voile mensonger de l'intérêt général. Ce fut là son but et sa véritable raison d'être de tous temps. Malheureusement pour elle, elle a échoué dans sa tentative de conciliation et de dissociation des classes à l'heure où cela pouvait être possible, c'est-à-dire pendant les années de paix qui ont précédé la grande guerre de 1914-18. Mais maintenant cette heure est passée, cette heure ne se représentera plus ; et malgré tous ses efforts, la démocratie s'en ira de plus en plus en déclinant vers son dernier jour, vers les suprêmes convulsions d'une catastrophe impitoyable qui l'anéantira à jamais.

Des charniers fumants de la guerre, des ruines immenses et des misères infinies qui étendent leur manteau d'ombre sur l'Europe, est sorti un capitalisme de combat, toute une génération de capitaines d'industrie qui ont inscrit au premier rang de leur programme la conquête matérielle du monde. La bataille aujourd'hui est entre ce capitalisme nouveau et les forces de démocratie. Qui l'emportera des deux ? Il n'est pas difficile de prévoir que l'aventurisme appartient au premier. En effet, ce capitalisme veut par tous les moyens sortir de la crise économique actuelle et reconstituer sur des bases plus rigides la mise en valeur des richesses naturelles et du travail social. Ecartant résolument les méthodes pacifiques et sentimentales de la démocratie, pressant clairement que la seule voie qui peut arracher son système économique du désordre et du chaos présents, est la voie brutale de la lutte pour la vie poussée jusqu'au paroxysme, la nouvelle bourgeoisie concentre toutes ses forces vers l'organisation scientifique de la production. Qu'on nous comprenne bien ! Lorsque nous parlons d'organisation scientifique, nous voulons dire organisation, exploitation la plus rigide et la plus implacable non seulement des forces productives, de la matière, mais surtout du travail humain. Ce que veut, en un mot, ce capitalisme audacieux, c'est arriver à un rendement maximum de la main-d'œuvre avec un minimum de dépenses et de frais généraux. C'est un procédé et une volonté brutaux, certes, mais combien significatifs sur la période angoissante que nous allons traverser. Et il n'y a pas à récriminer, ni à se lamenter, car c'est une question de vie et de mort pour le capitalisme qui ne peut se sauver que par l'asservissement et l'écrasement du Travail. Le prolétariat n'a plus à se faire d'illusions et à escompter pour la défense de son existence, l'appui des politiciens de la démocratie. Les jours de ceux-ci sont comptés : qu'ils se hâtent de profiter des derniers avantages d'un système de conciliation des classes qui n'a déjà que trop duré ! Quant à nous, révolutionnaires, nous ne pouvons que saluer avec joie, sans crainte et sans faiblesse, l'œuvre de ce capitalisme géant qui, en réveillant l'instinct conservateur de classe, saura galvaniser les énergies prolétariennes et les armer pour cette bataille héroïque et sans pitié.

Le grand capitalisme, en effet, en éliminant les classes intermédiaires, en restreignant le nombre des fonctionnaires et des parasites d'Etat, rejettera les uns et les autres dans le champ de la production et reconstituera ainsi définitivement les classes économiques, que le sentiment démocratique avait pu un certain temps dissocier. Et cela est dans l'ordre historique des choses, car le triomphe d'un capitalisme insolent et despotique qui exaspérera les conflits et les haines de classes, anéantira in même coup les démocraties passagères d'Occident. Il reste maintenant à savoir si les travailleurs sont décidés à s'éloigner des mirages politiques et à comprendre enfin que le vrai sens de notre tragique époque pousse toutes les forces du monde à s'affronter sur le terrain économique de classe. Malheur à eux, malheur aux prolétaires si en plaçant leurs espoirs dans des institutions politiques qui seront balayées en tempête lorsque l'heure de l'action sonnera pour la bourgeoisie conquérante, ils laissent passer les jours qui leur permettent encore de fortifier et de perfectionner leur arme de classe : l'organisation syndicale ! Alors, ils se réveilleront sous un jour et dans des chaînes qui rappelleront les antiques servitudes et les ténèbres sanglantes du moyen âge. Mais il sera trop tard pour combattre. Pendant qu'il est temps encore, loin des charlatans et des politiciens que la bourgeoisie nous envoie pour nous endormir, forgeons nous-mêmes nos moyens de libération qui ne peuvent être qu'économiques.

Faites des enfants

Il paraît que la natalité est en baisse comme le franc, et la situation très critique. Cependant, la presse a fait de nombreux appels aux futures mères. Tous les moyens ont été employés pour les inviter à repeupler notre belle France. Est-ce que les femmes seraient restées sourdes à tant de belles promesses ? Pourtant on a apporté également un argument, auquel rien ordinairement ne résiste : l'argent ! On offre aux familles nombreuses le chèque important pour élever la marmaille. Est-ce que tout cela aurait été fait en pure perte ? Est-ce que les femmes ne comprennent pas qu'elles doivent faire tous leurs efforts pour donner des enfants au pays ? Elles n'ont donc pas lu les articles capables de fouetter un peu leur inertie ? Ou bien la femme serait-elle cette fois devenue consciente de son devoir ? Ce que j'appelle « son devoir » en l'occurrence, est cette belle surdité qu'elle montre envers tous ces cris lui demandant la ponte sans arrêt de futurs malheureux. « Faites des enfants », demandent à tous les échos des dirigeants au gousset bien garni, en montrant orgueilleusement un ou deux rejetons qui s'élèvent dans le luxe à leurs côtés. « Faites des enfants », crient certains journalistes célibataires endurcis, qui n'ont d'enfants à montrer que ceux qu'ils ont fait peut-être dans des ménages amis ! Mais faites donc des enfants, vous les malheureux, les ouvriers qui peinez toute une année et n'arrivez pas à avoir un peu d'argent pour passer huit jours au fond d'une campagne à vous reposer, ce qui, cependant, vous serait bien dû. Faites donc des enfants, vous les asservis, c'est encore votre tâche, qu'ils soient souffreteux ou mal bâtis, qu'ils aient faim et rien à se mettre sur le dos, la belle affaire ! Ils vivront, et si vous avez fait des gars, soyez sans crainte, à l'âge où peut-être ils pourraient aider un peu leurs vieux, on vous les prendra. Militaires, d'abord ! Et s'il survient une guerre, finie l'affection, fini l'espoir, votre gars ne vous appartient plus, ceux qui vous auront demandé de faire des gosses seront servis, ils seront à eux et non à vous, qui aurez connu toutes les misères pour les amener à vingt ans, le bon âge, où la sève coule dans les veines neuves, où la chair est jeune et fraîche, et fumera les champs de bataille. C'est pour cela que l'on vous demande des enfants, des fils surtout, en prévision des guerres futures.

Dans notre société honteuse, on se détourne encore de la fille-mère, que je glorifie, aime et plains aussi, car elle a connu bien souvent toutes les amertumes, toutes les misères de la vie, et l'enfant en est le fruit.

Allez donc présenter cette femme, cette mère, aux bourgeois, et leur demander une place pour elle à leur foyer ! Hypocrisie et lâcheté de ces gens qui, souvent, introduisent chez eux le fruit de leurs débauches admises et couvertes par les lois ! Le mariage a sanctifié toutes sortes de choses semblables.

Dans notre belle société, si deux êtres se sont unis librement, sans maître ni curé, mais dans la sincérité de leur amour, s'il leur survient un enfant, c'est lui qui, plus tard, portera le poids de cet acte des parents. Liberté en amour comme en toutes choses, en cette vie !!! Il sera, de par sa naissance, déconsidéré, il sera un bâtard ! et les bourgeois — race imbécile — se détournent de lui. Combien en ont-ils semés, eux, de bâtards, sur leur route ? Ah ! oui, mais c'était là péché de jeunesse, dit-on chez eux, et cela ne compte pas. Ne compte pas l'enfant sans père qu'ils ont délaissé tout petit ; ne compte pas la mère à laquelle ils ont menti et dont ils se sont servis pour leur égoïsme de mâles et que, satisfaits, ils ont rejetée sans s'inquiéter de sa misère et morale et physique, sans s'occuper de la petite vie qui naissait de leur œuvre.

La voilà, la société qui demande des enfants et qui ne guette que le moment où ils sont devenus des hommes pour les prendre à l'affection des leurs et en faire des machines à tuer !

Vous tous, qui êtes du peuple, réfléchissez à tout cela avant de mettre sur terre un être que vous ne saurez pas garder à vous, un être auquel vous imposerez malgré vous, par la force des choses, des privations qu'il ne doit pas avoir. Si vous voulez un enfant, faites-le lorsque vous serez sûrs de lui faire une place heureuse en cette vie. Sa jeunesse aura besoin de soins, de liberté, de jouissances, il faudra qu'il s'élevât grand et fort, plein de force et de vie. Si vous êtes capables de cela, oui, ayez un enfant, c'est une joie, et élevez-le dans l'amour infini de sa liberté, dans la beauté de la nature et dans la haine de tout ce qui est mesquin, petit, de tout ce qui est bourgeois, capitaliste et militaire, qui oppresse et rétrécit la vie et entravera plus tard cette liberté que vous lui aurez appris à aimer.

Et pour terminer, j'offre à nos chers dirigeants, si soucieux de voir se reposer notre pays, un moyen simple et qui donnera certainement des résultats inespérés.

J'ai remarqué de forts beaux garçons parmi les curés ; ils feraient, pour les besoins de la cause, de bons étalons. Pas fatigués, bien nourris, suffisamment intelligents, donc aptes à l'emploi. Les bonnes, si bonnes petites Sœurs feront œuvre sainte en prêtant leurs flancs pour la bonne cause. Et voilà résumé le problème.

De ce côté, l'enfant aura sa vie matérielle assurée. Les ressources de la gent religieuse étant inépuisables, les logis qui les habitent suffisamment grands pour y mettre encore du petit monde, et le temps ne manquera pas aux parents, sans même supprimer leurs prières, pour s'occuper de leur progéniture. C'est à essayer. On ne pourra craindre qu'une chose : l'excès de zèle à remplir ce nouvel emploi, car je ne doute pas de l'ardeur qu'apporteront à ce genre de travail jeunes curés et jolies nonnes. Mais là encore, nos gouvernants sauront faire le vide par les moyens infaillicables (genre 1914-18), qui font merveille, et recommencer ensuite le remplissage.

C'est à voir !

Fernando MARCO.

En vente à la Librairie Sociale, 9 rue Louis-Blanc, Paris.

LILULI
par Romain Rolland

6 francs. — Franco, recommandé : 6 fr. 55

A propos de "Travail" d'EMILE ZOLA

L'Union confédérée des syndicats de la Seine adresse à ses adhérents un chaleureux appel les invitant à se rendre au Panthéon, rendre hommage et déposer une palme sur la tombe d'Emile Zola, qui fut parmi tant d'écrivains celui qui le mieux comprit le « Travail » et qui l'a glorifié le plus magnifiquement.

Ce n'est pas que je sois un adepte de ce genre de manifestations purement platoniques, ni que je croie en la sincérité des organisateurs, mais j'approuve le geste de l'Union confédérée, parce que Zola a mis en évidence la valeur morale et la force matérielle du Travail créateur de toutes richesses.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Mais les dirigeants de ces organisations représentant le Travail ont autre chose à faire que de le glorifier.

Ils glorifient Lénine et les doctrines du P.C. qui sans grand effort de leur part, les entretiennent plus grassement que le Travail le mieux rétribué.

Ne leur en voulons pas, ils travaillent quoi qu'on puisse en penser pour le gouvernement russe et préparent la révolution mondiale non pas pour le Travail par lequel ils sont mandatés, mais pour le triomphe d'une caste et dans l'espoir de gloires et de profits personnels.

Ils préchent la Révolution, mais se contentent de l'instar de nos grands guerriers de 1914 à 1919, de la diriger ou de la laisser faire des postes de commandement, qui, en l'occurrence, pourraient fort bien être placés non pas à Bordeaux, mais aux antipodes.

Puis le Travail s'étant sacrifié et étant victorieux, ces messieurs revendiqueraient pour établir leur dictature, et faire de notre révolution ce que leurs maîtres ont fait de la révolution russe, pour laquelle tant de nos frères ont souffert, cette révolution prometteuse d'espoirs infinis, et en qui on ne voit plus que le néant et l'éternel recommencement des choses.

Ils se hâteraient de la transformer en catin impudique, à vendre au plus offrant, tout comme ont fait les bourgeois de la Démocratie.

Ils en feraient une prostituée qui n'aurait plus comme cette dernière qu'à entretenir ses maquereaux aux frais et dépens du monde du Travail.

Mais patience ! Le Travail si bien prôné par Zola fera sa révolution lui-même, il saura se débarrasser des parasites blancs ou rouges, de tous ceux qui le flattent pour en vivre, et rayonnera sur le monde dans l'immensité de la fraternité universelle parce qu'il est la seule forme de vie morale et matérielle.

A. PELTIER,
de la Minorité syndicaliste
des P.T.T.

Nos meetings pour l'Amnistie totale

Ci-dessous nous donnons le nom des villes où les orateurs de l'Union Anarchiste prendront la parole cette semaine en faveur de l'amnistie totale.

RENNES, aujourd'hui, orateur : Le Meilour.
BREST, jeudi, orateur : Le Meilour.
TARBES, jeudi, orateur : Boudoux.
BAYONNE, vendredi, orateur : Boudoux.
LE HAVRE, vendredi, orateur : Colomer.
LE CHAMBRON-FEUGEROLLE, vendredi orateur : Chazoff.
SAINT-ETIENNE, samedi, orateur : Chazoff.
LE BOUCAU, samedi, orateur : Boudoux.
BIARRITZ, samedi, orateur : Boudoux.
FIRMINY, dimanche, orateur : Chazoff.

A propos du « Foyer végétalien »

Sans entrer dans le détail et sans chercher à savoir si le « végétalisme » est, ou non, une méthode rationnelle d'alimentation nous nous adressons à l'individu les calories nécessaires à sa vie et à sa reproduction — ce que de multiples expériences ont cependant démontré, — ce qu'on ne peut nier, d'ores et déjà, c'est que le « Foyer Végétalien », par ces temps de vie chère et d'entraine, est d'une incontestable utilité.

Il a permis, jusqu'à aujourd'hui, à nombre de camarades de toutes nationalités, pour qui les prix d'offices ou l'on débite du « cadavre » étaient inabordable, de venir se sustenter et en même temps se développer le corps et se meubler l'esprit.

Par sa bibliothèque, par ses nombreuses causeries, conférences et promenades, par son gymnase — en formation — il a créé, entre différents camarades d'opinions et de tendances diverses, une émulation qui ne fera que croître sous l'habile impulsion que lui ont donnée les camarades Zaikowska, Buteaud, Lorenc, Costes et tous les végétaliens d'avant-garde qui en font partie.

Il est, de plus, la véritable « Tribune » du Peuple ouverte à tous, où les maîtres de la pensée moderne et tous ceux qui sont à la recherche incessante de la vérité, viennent se faire entendre tout à tour et exposer librement leurs conceptions.

N'aurait-il fait que cela, apprendre à l'homme à se contenter de peu et à l'inviter à penser, qu'il aurait droit à toute notre gratitude, car il cherche à la fois à libérer les corps et les cerveaux.

Je souhaite donc qu'il continue — selon l'expression chère à mon maître en occultisme, le camarade Oswald Wirth, directeur du « Symbolisme », — à nous suggérer non pas à accepter sans contrôle les dogmes les plus absurdes, mais à rechercher Dieu en Nous, et à ce moment, un grand pas sera fait dans la bonne voie, celle chère à tant de penseurs libres : celle du Libre Examen.

Denis ROUX.

Rectification. — Par suite d'une erreur involontaire, je n'ai pas signé mon article d'hier « Le Végétalisme for ever », lequel, en vertu de cette omission, pourrait engager la responsabilité du journal, dont acte. — D. R.

Nos Echos

Sur le banc du gouvernement.

Qui donc disait que nos communistes n'avaient point d'audace ? Ils ont prouvé, et de belle façon qu'ils n'étaient point au-dessous de leur tâche de futurs gouvernants, par un coup d'éclat accompli samedi dernier, et cela dans des circonstances mémorables. En effet, les deux blocs bourgeois de la Chambre n'ayant pu réussir à se trouver un chef qui les mette d'accord, avec sa bravoure coutumière, le bloc ouvrier-paysan s'est posé en médiateur en s'installant héroïquement au banc du gouvernement défaillant. Voilà ce qui s'appelle au moins avoir conscience de sa valeur et de sa propre mission historique de parti !

Seulement, il paraît que dimanche, voulant mettre une bonne fois pour toutes le bloc cachenniste à l'épreuve, le président de la Chambre confia le banc du gouvernement à la garde des huissiers. Anxieux et tremblants, tous les députés s'attendaient à un choc redoutable et furieux de classes.

Eh bien ! il n'en fut rien, et le « Petit Parisien » nous apprend que les rigolards du B. O. P., plus morts que vifs, sont allés bien sagement prendre place au sommet de leur montagne. Cela est très regrettable au point de vue révolutionnaire, car quand on a conscience de son rôle historique à jouer, il faut jouer ce rôle, même s'il faut expérimenter sur les haussiers les méthodes du 11 janvier. Mais, entre gens bien élevés, n'est-ce pas, on ne doit pas user de violences.

Le parapluie.

Nos orthodoxes sont les plus rigolards de tous les rigolards qui grouillent sous la calotte des cioux. Après les 110.000 électeurs fatigués de battre la semelle aux portes de la capitale, après l'encercllement du capitalisme par le prolétariat banlieusard, après les éléphants blancs de Russie ou d'ailleurs, après le flair spécial du soudard qui sait déchirer le réformisme dans ses moindres recoins, voici encore de quoi nous dilater la rate et nous remuer la gargoulette. Nous trouvons en effet, dans l'« Humanité » du 8, sous la signature du citoyen A. Renoult, une de ces petites formules qui sont la spécialité de la maison et qui ne manquent jamais de provoquer quelque gaieté parmi la tristesse des temps présents. Le camarade Renoult, avec une verve plastomante comme le blanc plastron du député Hueber, nous apprend que « le peuple abrité par le Parti communiste veille ».

Nous ne savions pas encore que le P.C. avait résolu la crise des logements en mettant à l'ombre de ses grandes ailes protectrices de classe, les nombreuses familles et progénitures qui forment ce qu'on appelle le peuple. Nous attendions, certes, de grandes choses de la part de ces fumistes qui sont les seuls uniques, typiques et épiques révolutionnaires d'aujourd'hui. Mais de là à songer que le P. C. ait un jour rempli le rôle d'un parapluie... non, vraiment, cela dépasse le bon vieux sens de notre pays.

Geux qui sont capables.

Il y a des gens qui possèdent tous les talents, toutes les intelligences et toutes les compétences. Par contre, il y en a d'autres qui sont totalement inaptes et incapables de faire quoi que ce soit. Il y a, par exemple, certaines espèces plus ou moins multicolores de l'aquarium parlementaire qui ne peuvent se signaler à la foule des humbles mortels que par quelques « criaileries » souvent hors de saison, et une autre espèce aquatique plus uniforme qui, n'ayant pu encore se croiser avec d'autres spécimens de la faune politique, se borne seulement à fixer l'attention populaire et massive de ses nombreux fidèles par des « mots d'ordre » concrets et positifs. Ce dernier cas est particulièrement à grand parti de classe placé sous la tutelle claire et infaillible de son « bureau politique ». Ce cas curieux relève d'une pathologie toute spéciale. Pour bien le saisir, il faut en effet savoir — pauvres ignorants que nous sommes — que le renforcement des travailleurs ne peut avoir lieu que sous la direction du P. C. qui ne failira pas à sa tâche de conduire le peuple dans les jardins fleuris d'un microbolant Eden. Nous savons nos orthodoxes capables d'accomplir de grandes choses, par exemple d'enfoncer leurs doctrines scientifiques dans la chair du prolétariat à grands coups de persuasions et autres moyens frappants de persuasion, mais jamais nous n'aurions pu penser que la « victoire définitive » sur la bourgeoisie devait être le fait de la haute intelligence et de la compétence illimitée et trépidante d'un bureau politique. Il est vrai que sur la route du crétinisme, on trouve la solution de tous les problèmes.

La Vie des Lettres

A propos de Laurent Tailhade

M. Léon Deffoux et Pierre Dufay consacrent, dans le Mercure de France (1-6-24), une intéressante étude à Laurent Tailhade et à ceux qui voulaient le « pasticher ».

Recherchant les écrits peu connus de Tailhade, M. Deffoux et Dufay reproduisent ce quatorziain (écrit en 1882) qui n'a pas encore pris place dans les éditions du Pays du Muffie :

Cueillant les nénéfars d'or jaune et les mu-
[guets]
J'ai conduit ma douleur morose au fil des [berges]
Parmi les amoureux quelconques et trop [gais]
Qui grouillent sur le seuil friturier des au-
[berges].

Photographes rêvant aux lointains Urugais,
Canotiers insultant la majesté des Fleuves,
S'ébalaient avec des cris fous de pageais
A travers des sérails de modistes peu neu-
[ves].

Ils sont très gris, sachant que, demain, ils [pourront],
A l'ombre des comptoirs, rasséréner leur [front]
Sous les yeux paternels, ô Durand, qui les [guettes].

Leur joie obtuse endort ma peine et, quand
[le soir]

Monte dans l'azur clair, près d'eux je viens
[m'asseoir]
Et manger du lapin aux bosquets des guin-
[guettes].

MM. Deffoux et Dufay reproduisent ensuite une des « lettres parisiennes » que Tailhade publiait, sous le pseudonyme de Lorenzaccio, dans Bagnères-Thermal. Ces lettres ont été écrites de 1880 à 1885 ; on y voit un Tailhade en possession de tout son talent et de toute sa force verbale. Le virulent polémiste, après avoir écouté un prêche de M. Loyson, écrit :

« Le prêtre fécond selon la chair ne devient-il pas impropre à tout enfantement spirituel ? Péle-mêle avec l'eau tiède de son homélie, il adresse des coquetteries serviles aux archontes d'arrière-magasins qui reconnaissent l'apostasie du père Hyacinthe comme un culte public. Mais cette mise en cartes ne suffit pas à M. Loyson, qui rêve de quitter le trottoir des Ternes pour un sanctuaire en pierre de taille. Aussi, ne ménage-t-il pas les encens aux farceurs qui tiennent la queue de la poêle. Pour un peu, il céderait une place au stupide Grévy dans le tryptique de Desbouts, entre madame Loyson, son épouse, et le scrofuléux polache issu de leurs embrassements.

« La musique menace de recommencer.

Au scandale de quelques diables pleines de ferveur, je m'assieds par un prochain escalier, j'ai hâte de revoir la rue, le grand jour, et, dans ce paisible coin de province, les enfants jouant le long des trottoirs. Le carrefour Saint-Victor où bruit la gaité des beaux dimanches est plein de robes rouges et bleues, ces robes d'Italie qui mettent un coin de Transylvanie au pied de la montagne Sainte-Geneviève.

« Sur les quais, le long du fleuve, une foule de printemps, allongée en des paresseuses dominicales. Des groupes boivent sous les lauriers roses des marchands de vin. En toilette claire, des femmes, une touffe de violettes ou de ravenelles au corsel. Tapis se repose du labeur quotidien, insouciant enfin des divines jongleries, ayant vomi les dogmes qui l'opprimaient, et réduit les hérésies aux proportions de queues rouges sans barbaques ni public.

Examinant et reproduisant de nombreux pastiches que suscita le verbe dru et éblouissant de Tailhade, MM. Deffoux et Dufay citent la ballade-pastiche que publia jadis « Le Mercure de France » (janvier 1897) et à laquelle, parait-il, collabora Remy de Gourmont. Elle est intitulée « Ballade pour célébrer la confuse multiplicité de ce temps, aussi bien en ce qui concerne les bonnes mœurs que touchant les arts et les lettres », et commence :

Rat, veau, jais, truie, imitent le frangin,
Et Morvén tient le rôle de femelle
Sur des treizeux où rougirait Mangin ;
Môme-Caca, tolérante, se mêle
Avec Totor ou même Lagamelle
Sous les regards amicaux de Cruppi ;
Quand Poldevin jaunesque fait pipi,
Flic est accueilli et sagement s'éclipse,
Pecci d'agile ad usum Priapi,
Et Mélérier cite l'Apocalypse...

Bon pastiche comme l'on voit, il faudrait pouvoir le citer tout entier ainsi que le pastiche que réussit Jean Pellerin sous le titre : « Ballade à la louange des dames de plume. »

Georges VIDAL.

UN LIVRE INDISPENSABLE L'EDUCATION SEXUELLE

par Jean MARESTAN

Physiologie et Préservation sexuelles
Contre les Morbidités néfastes
Mariage et Union libre
Le Problème de la Population
Hygiène de la Maternité
Nouvelle édition — (15^e mille)

Un volume de 336 pages, illustré.
En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (X^e).

Prix, 7 fr. ; franco recommandé, 7 fr. 85.
Chèque postal : M. Jouté 520-42

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 h. 45 : Monna Vanna.
OPERA-COMIQUE. — 20 heures : Madame Butterfly.
GAITE-LYRIQUE. — 20 h. 45 : La Perle de Chicago.
TRIANON-LYRIQUE. — 20 h. 30 : Vénus.
Drames, Comédies et Genre
COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 30 : Le Député.
ODEON. — 20 h. 30 : L'Homme et ses fantômes.
VAUDEVILLE. — 20 h. 45 : Après l'Amour.
NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : J'ai une idée
COMEDIE DES CHAMPS ELYSEES. — 21 heures : Knock ou le Triomphe de la Médecine.
THEATRE DES ARTS. — 21 heures : Le Pauvre Homme.
THEATRE DES MATHURINS. — Relâche.
VIEUX-COLOMBIER. — 20 h. 45 : Celui qui reçoit les gifles.
THEATRE ANTOINE. — 20 h. 45 : Madame Flirt.

Cabarets artistiques

LE CARILLON. — 21 heures : Oui, j'veux bien l, revue.
LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures, les « As » de la chanson : Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazol, Noël-Noël, Paul Groffe, Raymond Bartel, Eugène Rossi, Augustin Martini.
« Chambre à louer », revue — Dimanches et fêtes, malinées à 15 heures.
LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbesses) — A 21 heures : Charles d'Avray et les chansonniers : Dornano, Brubach, Géo Robert, Loré, Mmes Jane Marsan, Line de Tarbes, Spectacle d'art et d'éducation.
LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel), — 21 heures : « Têtes de Sport et Têtes de l'Art », revue ; les Chansons de la butte.
LE PERCHOIR. — 21 heures : Jeux... n'sais quoi.
LA VACHE ENRAGEE (4, place Constantin-Pecqueur), — 20 h. 30 : Vieilles d'art : Maurice Hallé et les chansonniers.
LE PIERROT NOIR (11, rue Germain-Pilon), — Dranoff et les chansonniers.
LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.

À TRAVERS LE MONDE À TRAVERS LE PAYS

ITALIE

DES PAYSANS SE REVOLTENT CONTRE LE FASCISME

Rome, 10 juin. — On annonce qu'à Teano, près de Naples, à la suite de l'application des nouveaux tarifs douaniers, des paysans ont pris d'assaut la mairie et les bâtiments douaniers, auxquels ils ont mis le feu.

Le commissaire royal ainsi que plusieurs membres de la milice ont été blessés.

UNE BATAILLE A COUPS D'ŒUFS

Rome, 10 juin. — On annonce de Bari qu'un groupe d'étudiants albanais ayant rencontré M. Veriacci, président du conseil, démissionnaire, ainsi que d'autres réfugiés politiques venus de Tirana, ont commencé à lancer contre eux des œufs qui se trouvaient dans une corbeille exposée devant un magasin.

M. Veriacci et ses amis en firent autant. La bataille à coups d'œufs s'est poursuivie jusqu'à l'arrivée des carabinieri.

ANGLETERRE

LA GREVE DES OFFICIERS DE L'ARMÉE DES VOLONTAIRES

Londres, 10 juin. — Le rédacteur diplomatique du *Daily Herald* écrit :

« La grève des officiers de l'armée des volontaires semble avoir complètement réussi. Le nouveau gouvernement a accédé à toutes leurs demandes. Le commandant en chef a démissionné et l'armée est débarrassée de tous ses « indésirables ».

JAMAÏQUE

LES OUVRIERS SE REVOLTENT

De graves désordres ont éclaté à la Jamaïque le 9 juin. Un millier d'ouvriers, employés par la municipalité de la capitale, Kingston, à la réfection des rues, s'étant mis en grève, attaquent en foule les ateliers municipaux et y mirent le feu. Ils tuèrent deux de leurs camarades qui voulaient rester au travail. La police intervint ; huit policiers furent blessés dans la bagarre qui suivit et les automobiles de la police furent brûlées. On dut appeler la troupe, et le conseil municipal ne put siéger que sous la protection de la police. Les désordres finirent par s'apaiser ; un grand nombre d'arrestations ont été opérées.

ESPAGNE

LABORATOIRES FERMÉS JOURNAUX SUSPENDUS

Le directeur militaire vient de fermer le laboratoire du professeur belge Dweilshauvers, qui avait accepté de diriger l'institut de psychologie expérimentale, fondé par l'institut d'études catalanes.

Le journal la *Veu de Catalunya* s'est vu infliger une suspension de huit jours et une amende de 500 pesetas pour avoir publié un petit détail piquant du récent voyage royal. Le journal *El Girones* a été suspendu un mois pour la même raison. La *Veu de Tarragona* a reçu l'ordre de cesser sa publication.

La même décision a été prise contre la *Comarca d'Olot*. On a fait des perquisitions au siège social de l'organisation patriotique catalane, Union catalanista.

PÉROU

POUR CONSERVER LES CORPS ÉTERNELLEMENT

Lima. — Les savants sont gens imprudents. On annonce que le docteur Grégorio Ramirez, directeur de l'école anatomique à Lima, vient de découvrir le moyen de conserver indéfiniment les cadavres.

Voilà qui aurait fait plaisir aux Égyptiens, lesquels réservaient cette faveur seulement à leurs maîtres. Mais le docteur Grégorio Ramirez est démocrate. Le cadavre éternel pour tous, dit-il. S'il réussit, quelle catastrophe ! Dans trois ou quatre siècles, le monde sera encombré de morts, et les vivants n'ayant plus de place, n'auront qu'à disparaître.

LES ECRASEURS

Blois, 10 juin. — Le petit Rozet, deux ans, jouait dans la rue quand ses parents, qui étaient sur le trottoir opposé, voyant arriver une automobile, l'appelèrent. Le bébé traversa la chaussée, fut renversé par la voiture et grièvement blessé.

Hyères, 10 juin. — M. Vial et son fils ont été renversés par une automobile, à Cogolin. M. Vial a été tué, son fils est dans un état désespéré.

Lisieux, 10 juin. — L'automobile de M. Henri Prévost, négociant, 9, rue Taylor, Paris, est entrée en collision avec une autre voiture qui a continué sa route.

La filleule de M. Prévost, âgée de quatre ans et demi, qui avait pris place dans la voiture, a été tuée. M. Prévost, ainsi que sa femme et son fils, ont été légèrement blessés.

Montpellier, 10 juin. — Par suite d'un dérapage, l'automobile que conduisait M. Foucaud, épicière à Montpellier, est allée se briser contre le parapet d'un pont. Le conducteur a été grièvement blessé, ainsi que quatre de ses amis qui l'accompagnaient. Sa femme a perdu la raison et une autre des touristes, Mme Rouvère, a été tuée sur le coup.

ACCIDENT DE MONTAGNE

Toulon, 10 juin. — Des excursionnistes bretons ayant entrepris, à l'occasion des fêtes de la Pentecôte, d'aller jusqu'au sommet des collines du Faron, au-dessus de Toulon, l'un d'eux, Emile-Jean Le Mour, cinquante-deux ans, ouvrier à la Pyrotechnie du port, habitant le Pont-du-Las, voulut s'en retourner par un sentier rapide, mais dangereux. On ne l'a pas retrouvé le soir, et ce n'est qu'après toute une journée de recherches, vers 20 heures, que son cadavre a été découvert dans un buisson où il s'était horriblement abîmé après une chute de cent mètres, sur des rochers.

ELLE REFUSE, IL LA TUE

Rive-de-Gier, 10 juin. — Henri Marti, de nationalité espagnole, âgé de 38 ans, a frappé de plusieurs coups de couteau Marie Bressot, 45 ans, parce qu'elle refusait de reprendre avec lui des relations entretenues pendant quelque temps. L'état de Marie Bressot est désespéré. Quelques passants, témoins de la scène, ont arrêté le meurtrier. — *Agence Radio.*

INCENDIE DANS UNE GARE

Marseille, 10 juin. — Cette nuit, un incendie a détruit une partie de la gare d'Azé. Les bureaux, le dépôt de colis de grande vitesse et les locaux destinés au personnel ont été notamment la proie des flammes.

POUR SHUM : AMNISTIE ! AMNISTIE !

Le meeting d'hier soir

Les petits jeux des politiciens se disputant le pouvoir n'ont pas empêché les camarades de venir à l'appel qui leur avait été adressé, particulièrement dans ce journal, pour réclamer la mise en liberté immédiate d'Acher « Le Poète ». Mais, hélas ! ils n'étaient pas assez nombreux.

A 21 h. 30, la séance est ouverte, et le premier orateur déplore justement cette abstention. C'est alors qu'une camarade pose cette question catégorique : « Pourquoi ? » Humanité », le journal des masses, n'a-t-il pas inséré la convocation à cette réunion ? Il s'agit cependant de l'amnistie !

L'orateur déplore les erreurs et les manquements », mais le meeting doit dépasser, dit-il, tout cela. Et pendant plus d'un quart d'heure, il expose que, pour se maintenir au pouvoir, le Directoire espagnol a institué un syndicalisme dictatorial, dont le seul but est de briser le véritable syndicalisme prolétarien.

Puis la figure d'Acher se dresse avec l'histoire de l'affaire. Acher, victime, doit être sauvé. Enfin, l'exorde final l'appel aux forces prolétariennes.

Un camarade catalan prend ensuite la parole et fait, en espagnol, un panegyrique touchant du poète, exaltant sa pensée et son action.

C'est ensuite un camarade italien faisant un rapprochement entre les deux dictatures italienne et espagnole. « Contre toutes les réactions, l'œuvre révolutionnaire ne peut, clame-t-il, s'accomplir que par la descente dans la rue. »

Un camarade castillan lui succède, qui

demande de suite que l'on fasse tout pour arracher le poète au garrot. Il rappelle l'union des intellectuels de toutes les catégories et de tous les pays en faveur de Ferrer en 1909. Que font-ils donc aujourd'hui ?

Un camarade français généralise ensuite la question et demande l'union de tous les révolutionnaires contre toutes les dictatures, y compris celle qui tient dressées, en Russie, des millions de baïonnettes rouges, pour arracher Acher et avec lui tous les prisonniers à leurs bourreaux. Descendrez dans la rue, voilà le seul moyen, celui employé par nos camarades Cottin, Law et Germaine Berton ; la rue et l'action directe.

Un camarade espagnol déclare enfin, après un vibrant rappel des souffrances d'Acher, que les seuls soutiens du tyran Primo de Rivera et ses complices sont les socialistes espagnols.

Un ordre du jour est voté pour être transmis à l'ambassade d'Espagne, au nom du prolétariat espagnol, italien et français, demandant la libération immédiate de tous les emprisonnés et particulièrement d'Acher « Le Poète ».

Les communistes moscoulares de Chine se sont vendus en gros

La chose la plus ridicule et la plus scandaleuse ne peut se produire que chez les communistes moscoulares d'aujourd'hui ; car ils ne connaissent pas d'autre chose que l'argent, ils se soumettent aux ordres de Moscou jusqu'à oublier de cacher leur pudeur. Voici un exemple des plus honteux de ces communistes, qui s'est produit en Chine très récemment.

Depuis que l'argent de Russie a été copieusement distribué en Chine par son agent, le professeur Tchen Tou Siou, le soi-disant communisme s'est développé rapidement. Attiré par l'intérêt, les soi-disant communistes surgissent comme des champignons après un orage. Mais la plus grande partie des peuples chinois a changé de sentiment envers la Russie. Au moment de la Révolution russe, ils étaient très émus par l'événement, croyaient que c'était vraiment le commencement de la révolution sociale universelle, et pensaient : ce sera la dernière, ce sera le salut de l'humanité ! Malheureusement, ils s'étaient trompés, et s'en aperçoivent maintenant. Et ils ont peur d'avoir à supporter quelque chose d'encore pire que tout ce qu'ils ont déjà connu sous le règne du militarisme, si ce nouveau genre de politiciens continue à tenir leur rôle.

Pendant ce temps, les communistes font de la propagande pour l'argent qu'ils reçoivent de leur « pape rouge ». En 1922, vers le mois d'octobre, ils reçurent un ordre de Moscou leur ordonnant d'entrer au parti de Komintang (le parti républicain), dont le chef est le docteur Sun Yat Sen, dont on a récemment annoncé la mort dans tous les journaux, alors qu'il est encore vivant. Alors le chef des communistes chinois, le professeur Tchen Tou Siou écrivit d'abord à Moscou, où il se rendit ensuite, expliquer que le parti du docteur Sun Yat Sen avait déjà perdu la confiance du peuple (les communistes doivent trouver un autre moyen pour tromper les gens.) Mais il parla en vain, la III^e Internationale insista pour que son ordre fut exécuté, ne voulant pas voir le gouvernement russe dépenser beaucoup d'argent en Chine pour n'obtenir aucun résultat.

C'est pourquoi maintenant, le groupe de la jeunesse communiste et le parti communiste tout entier ont totalement cédé devant le parti de Komintang (le parti républicain). Ils ont déclaré que bien qu'ils soient occasionnellement les disciples du docteur Sun Yat Sen, ils resteront fidèles à leurs propres idées. Ils veulent ainsi hâter la révolution bourgeoise et arriver à la leur le plus vite possible. Quel mensonge fantastique ! Or ils possèdent maintenant deux paroles, l'une pour flatter les bourgeois, l'autre les prolétaires.

Dès que cette nouvelle est arrivée en France, elle a causé une longue discussion entre les étudiants chinois.

Beaucoup d'entre eux reprochent aux communistes d'avoir modifié hypocritement leur doctrine. Mais les étudiants communistes ne se gênent pas de leur répondre qu'il n'y a rien de plus sincère dans ce monde que les disciples de Marx, et qu'ils n'avaient point peur de pénétrer dans le parti de Komintang.

J'ai pitié de ces soi-disant communistes, qui doivent rougir quand ils se trouvent seuls ; je déteste le gouvernement russe qui est en train de ruiner avec des routes d'or l'âme de ces pauvres gens. — T. Y.

En lisant les autres...

A bas les vaches

La Liberté est très fière de sa trouvaille, oyez plutôt :

Avec les noms des nouveaux ministres du cabinet François-Marsal, un de nos lecteurs a très ingénieusement composé ce tableau :

François-Marsal	L
Antony Rati	E
Joseph Capu	S
Fa B ry	
Land R y	
Jourd A in	
De Sel V es	
Le Trocqu E r	
Lou S Marin	
Ma G inot	
Lef E bre du Prey	
Flu N dip	
Flu S ne Ferry	
z	

Comme si ça prouvait quelque chose. Ça prouve si peu de choses que voici, avec les mêmes noms, une phrase qui exprime mieux l'opinion que nous avons de ce ministère, comme de tous ceux qui pourront lui succéder :

Errotages

De la Lanterne :

« Voter pour Millerand-Marsal, c'est maintenir nos institutions ; voter contre eux, c'est ouvrir les chemins du pouvoir à l'anarchie ! » Comme c'est simple ! Il suffisait d'y songer.

Le scrutin de mardi, ainsi caractérisé par les maîtres raisonneurs de la réaction, prendra donc une valeur imprévue par l'entrée en scène de Sa Majesté la Constitution, derrière laquelle M. Alexandre Millerand ne sera lui-même qu'un vieux page défilant.

Un moyen est offert insidieusement à tous les lâches et à tous les lâcheurs. On leur demande de ne point porter un coup sacrilège à l'arche sainte, à la base même de la République. Il ne s'agit plus du président, mais de la présidence et c'est une autre histoire...

La question des rôles a toujours d'innombrables ressources, mais on arrivera difficilement à faire comprendre au pays républicain que le septennat ne saurait être raccourci. La preuve qu'il peut l'être, c'est qu'il l'a été. Lisons l'Histoire à la page de Grévy, à celle de Casimir-Périer, à celle de Paul Deschanel. Il n'est pas d'avance qu'il le sera, mais il le sera, car c'est la loi de la République. On veut égarer aujourd'hui sur les textes, mais ils sont trop clairs : M. Millerand fit annoncer, avant les élections, qu'un désaveu de sa politique l'obligerait à prendre certaines résolutions ; on bien cette menace n'avait aucun sens, ou bien elle signifiait implicitement que le succès de l'opposition entraînerait la retraite du chef de l'Etat. Aucune équivoque.

La Constitution, encore qu'elle pourrait être revue, est tout utilement — ne peut rien pour M. Millerand. La diversion imaginée par les amis de l'Elysée n'est qu'un prétexte destiné, sans doute, à justifier la trahison aux yeux des imbéciles. Mais il faudrait encore que les imbéciles fussent aveugles, et c'est peut-être beaucoup exiger !

Où, mais nous qui ne voulons ni de leur Millerand, ni de leur Constitution ?

Un cheval têt fourbu

La Fédération des Syndicats de fonctionnaires dont les commissaires ont été élus le 10 mai, a voté des motions d'action directe et de « préparation à la grève », s'est heureusement ressaisie depuis cette époque.

Nous avons noté ici qu'au congrès du Cartel des Services publics de la C.G.T. — où la demande de collaboration de cette fédération fut d'ailleurs rejetée — MM. Laurent et Vauquière s'étaient montrés modérés et conciliants.

Mais voilà ! Ils avaient obtenu, l'appui de la C.G.T.U. communiste et semblaient un peu trop liés aux politiciens de la rue Grange-aux-Belles. Ils maintenaient ainsi irrédigiblement la revendication des 1.800 francs d'indemnité — quoi qu'il advint.

Ces 1.800 francs furent même l'un des prin-

cipaux points du programme électoral de la Fédération, auquel souscrivit le Cartel des Gauches.

Depuis lors, le Cartel des Gauches a triomphé et... il a promis de respecter l'équilibre budgétaire. Les fonctionnaires de la Fédération se sont entretenus avec ses élus — leurs élus — et ils ont renoncé provisoirement aux 1.800 fr. Tout esprit sage ne saurait que les approuver de cette décision que blâment ardemment leurs anciens alliés de la C.G.T.U.

Mais il est permis de se demander pourquoi, pour en arriver là, ces fonctionnaires ont fait des 1.800 francs leur grand cheval de bataille électoral. Ils auraient bien pu prévoir que ce cheval serait vite fourbu.

Heureusement que les camarades fonctionnaires n'attendent pas après les fantômes du Bloc des Gauches pour faire aboutir leurs revendications, sans cela ils pourraient attendre longtemps.

Le pire

De l'Intransigeant :

Mais il est une chose pire que la scène du théâtre une heure avant la représentation. C'est la loge de l'acteur, ou même de l'actrice, et même de la plus célèbre, pendant la matinée...

L'acteur est chaud, mété de parfum et d'eau de Javel. La jeune femme est belle, mais le sol est de carreau, froid comme celui d'une cuisine.

Un robinet pleure, et personne ne peut le consoler, dans un lavabo qui est un évier. Par le hublot, vient l'odeur du métro un dimanche. Broses, crêpons pas chère, gants et souliers en désordre. L'étoile gémît parce que « Mme Jules » ne lui a pas apporté son aspirine. Elle souhaite une fin brève et prochaine.

On sonne. Hop ! en scène, dépêchons-nous ! Du rose au visage, du rose à la rampe... Allons ! la vie est comme les femmes qui ont besoin de rajeunir. C'est le rose qui lui va le mieux !

Mais il est une chose encore pire que cela, c'est leur bêtise et il est encore une chose pire que leur bêtise, c'est leur mauvaise foi.

Briand lâché par Monmousseau

Le pantin dont Moscou a fait un secrétaire confédéral unitaire, après l'avoir barbouillé de rouge, a tous les culots. On se demande si c'est du cynisme ou de la démenche.

Voici ce qu'il ose signer dans la « Vie ouvrière » du 30 mai : « Le Bloc national a porté un premier coup de hache au droit syndical en renouvelant la tactique que Briand avait employée en 1910 en envoyant ses feuilles de mobilisation aux cheminots en grève et en lançant un mandat d'arrêt contre les militants qualifiés « meneurs ».

Si Briand a pu étrangler la grève de 1910 « en envoyant ses feuilles de mobilisation aux cheminots », c'est parce qu'il y avait des renards comme Monmousseau à la gare Montparnasse pour porter ces feuilles avec des gendarmes aux grèves.

S'il y a eu des mandats d'arrêt lancés contre des militants, ce n'était toujours pas contre le porteur des feuilles de mobilisation qui faisait la juane.

C'est triste, scandaleux, comique, de voir cet ancien garde-chasse se poser en faucheur brachion des abus du pouvoir.

Les militants qui forment le cheur unitaire derrière ce cabotin disqualifié sentent bien toute la honte qui les accable. Et ils cherchent à s'exculper en disant que le renard de 1910 s'est amendé, puisqu'il est devenu grévisteur enrégé.

Allons donc, le gaillard a agi par intérêt en 1910, comme il le fait encore en ce moment. La couleur pour lui, c'est une simple affaire de peinture. Ce qui le domine, c'est le beefsteack. Lozowski, tout en plaisant, l'a bien baptisé en l'appelant le citoyen Yellow.

C. MAPOR.

La répression

Aujourd'hui, à midi, notre camarade Frayssé, arrêté au cours de la manifestation du 1^{er} mars, en faveur de Jeanne Morand, comparait devant le juge de la 10^e Chambre correctionnelle.

A demi assommé par les flics, notre camarade est inculpé d'« outrages par gestes et de menaces envers des agents de la force publique ».

C'est au bout de trois mois qu'on lui notifie cette inculpation sans aucun interrogatoire d'instruction.

Contre cette nouvelle ignominie, nous crions notre dégoût à tous les thémisards, et nous espérons que ne s'accomplira pas un nouveau déni de justice.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 11 JUIN 1924. — N° 4.

CONSEILS D'UN GRAND AINÉ

Le Journalisme révolutionnaire

par Jules VALLÈS

Encore une fois, c'est long et mêlé. Mais je vous prouve par cet exemple même, le danger de l'absence de plan et de règle. Il en faut un, il en faut une, même pour un article qui n'a que cent lignes ! Quel coup veux-tu frapper, écrivain social ? Songes-tu avant de partir, et que ta plume ne crache pas en chemin, même des étincelles qui sont feu d'artifice et non foyer d'idée.

J'ai terminé. C'est parce que j'ai espoir et confiance en vous que je vous bavarde tout cela ! Il serait dommage que l'éparpillement et le clinquant couvrirent vos feuillets, quand vous pouvez y graver des médailles !

Mais vous avez la force. Vous avez un avantage immense superbe, que je n'ai eu que plus tard que vous. — Vous êtes dans le chemin de la Révolution. Moi, bourré de jacobinisme, sentant malgré moi Rousseau et Robespierre, j'ai dû lire ma route dans le sang de mes blessures ! Le socialisme n'aurait pas été inventé, que mon spectacle de la misère humaine m'aurait donné la colère et l'ironie d'un Prout'hon — comme peut l'avoir un chétif à coté d'un géant. Vous avez l'idée. Que vous manque-t-il ?

Rien, presque rien ? la netteté du cadre, la précision de l'arme, le numéro de calibre pour vos munitions. Et vous êtes navré ! au lieu de me sauter au cou, parce que je vous dis comme à un athlète : — Rassemblez vos muscles, — empoignez bien le poids. Vous aurez deux fois moins de mal et vous ferez à la Révolution deux fois plus de bien.

Faites l'Apprenti, allons ! simple, familier, gai et douloureux. C'est entendu, ne vous mettez pas en colère, mais modeste et concentré, faites que le cœur du lecteur, QUEL QU'IL SOIT, bondisse !

Ne criez pas : « Je suis ému ou indigné » ; pas plus que vous ne devez crier : « Je suis un indiscipliné, un rebelle vous allez voir ! Mais provoquez l'indignation, l'émotion et la révolte !

Donc, c'est entendu, vous faites les théâtres, vous plantez la Révolution. Pas de politique, pas un mot ! La censure me paraît à moi, moins coupable que la critique. Il faut renverser le romantisme et saluer le Paillassé de Denry, malgré les « Merci, mon dieu ! » beaucoup plus bas que le Sal-tabadil de M. Hugo. Il faut créer l'école nouvelle. C'est la besogne de la Rue. Vous

faites les théâtres : si vous ne pouvez les faire seuls, vous n'en avez pas moins la direction du département, la direction incongruite. Je vous autorise à choisir vos juges masqués, sous votre responsabilité. Paillassé donc pour le premier numéro, signé Un homme du paradis.

Somme toute, vous savez, Louise Michel, votre étude, est excellente. Vous pourriez la laisser ainsi, elle serait applaudie. Pourtant plus complète, avec plus d'anecdotes sur la vie à Paris et à Nourméa, elle prendrait davantage le peuple et l'ennemi, qui aiment mieux les faits que les phrases. Si vous pouvez reprendre les deux bouts, l'enfance et la déportation, si vous pouvez nous montrer la vie intime aux deux extrémités, vous aurez écrit une page qui sera définitive.

Envoyez-moi *Croix d'Honneur* et *Apprenti* avant dimanche soir, s'il vous plaît. J'ai besoin de rentrer en moi-même dès lundi.

Avez-vous lu ma lettre à Goncourt ? Lisez-la. C... en a la copie. Est-elle réellement assez bien pour servir d'article d'ouverture ? Votre opinion ? Je crois je croirais volontiers que oui, pour mon compte.

A vous ! — J'ai le poignet qui se crispe des quarante pages que j'ai écrites aujourd'hui !

En attendant vos articles sociaux et l'article théâtre, à vous.

J. VINGTRAS.

P. S. — Ne pouvez-vous trouver à parler de la chasse au ruban des comédiens ; si S... qui est décoré, n'était pas mon camarade excellent, et que je ne voudrais pas effleurer — jamais ! — j'aurais dit, depuis longtemps, que les comédiens seuls sont logiques, que porte-paillettes, porte-masques, porte-nœuds roses, ils doivent naturellement réclamer le complément et récla-

mer le ruban rouge. Mais peut-être diminuez-vous l'effet du dernier cri de douleur devant l'amnistie qui veut son ruban pour trouver de l'ouvrage et du pain !

Il faudrait, cousins à l'article, qui est grand, des détails sur l'arrestation de Louise Michel. Il faudrait surtout, il faudrait à tout prix, parler de son origine ; il y a une histoire là-dessus, vous devez la savoir. Elle n'est pas un être providentiel, elle est un être humain, et il a fallu que toute petite elle fût meurtrie, délaissée, pour grandir méditeuse et révolutionnaire.

Le fait ! le fait ! le fait ! La vie, avec sa cage d'enfance ou de jeunesse ! Où demeura-t-elle ? Où a-t-elle passé les années premières ? Où était-elle quand les mouchards l'ont prise, où ? Des détails, des détails ! Que la synthèse sorte de ces détails ! Que le lecteur sur cette analyse reconstitue l'idée ! Montrez au peuple le paysage dans tous ses coins et livrez-lui pour l'intéresser des anecdotes à foison. C'est le sou de l'histoire, l'anecdote.

Donc, ajoutez encore des renseignements précis, curieux, inédits. Le 13 mars, elle joue un rôle. On me l'a dit ; s'il est inséparable, indiquez-le.

J'aurais voulu aussi que vous ne disiez pas qu'elle a échangé la queue de la poêle, ou l'aiguille (comme j'ai corrigé), contre ci ou ça. Elle n'échange pas, elle aurait voulu ne pas échanger, elle serait ménagère, tiendrait au foyer. Mais il n'y a pas de foyer avec ses joies pour les pauvres. Tôt ou tard, il faut mourir de faim ou d'une balle.

Mais j'insiste : davantage d'anecdotes, de l'inédit qui plaira au peuple.

vu le geste, suivi le regard, écouté la voix... Vous étiez peut-être dans la chambre même où avait été placé le cadavre, et vous m'écriviez à moi, absent, devenu provincial, perdu dans un garni gelé de Bruxelles, vous m'écriviez de rédiger cette déposition qu'on vous a dictée à vous, qui est tombée chaude dans votre oreille, dans votre cœur !

D'ailleurs, ce que vous m'envoyez n'est pas assez. Marie Ferré m'en conta d'avantage, elle me parla de la redingote qu'il fallait couper, des cheveux collés, de je ne sais quoi ; peut-être la chemise sanglante qu'on donna à celle qui était aimée... Elle a dû vous dire cela, elle était précise dans le détail, n'oubliait rien. — Tout, en effet, appartient à l'histoire, dans ces vingt-quatre heures. Je voudrais savoir, moi, comment il était habillé, chaussé, cravaté, où avait niché le sang, quels boutons avaient des caillots et quels avaient été éraillés par les balles.

Où a-t-on ses chaussures ?

Dites-en davantage... et retournez au bon point, point pour le journal, pour l'histoire et le drame, retournez chez Marie Ferré.

En tous cas, ce doit être le grand article du premier numéro de la Rue. Je ne puis le faire, je ne puis. Ce serait trahison, bêtise. C'est à vous, l'auditeur tout ému et frémis-sant encore, à vous, à vous seul ! Mettez-vous-y, mettez-vous-y ! Je n'ai pas besoin de revoir cette simple et solennelle déposition...

Faites-vous aider de la douleur et du respect, de l'âme et du style d'un autre si vous avez peur d'être au-dessous de la tâche, mais à vous, de Paris, à vous, de m'émouvoir, vous que avez vu Marie, point à moi de rhétoriser sur des notes glacées !...

(A suivre).

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Au sujet des trois sophismes à détruire

Je ne sais si les camarades de la minorité partagent tous et entièrement mon avis sur ces questions doctrinales que j'ai traitées ici il y a une quinzaine de jours. Si cela est, il y a une quinzaine de jours, j'aurais préféré, et de beaucoup, que ces articles soulevassent des discussions qui n'auraient pu qu'être utiles à tous.

Je n'aime pas l'uniformité, l'identité absolue. Etre complètement d'accord avec tous, me semble impossible, surtout sur de tels problèmes. Il y a toujours au fond d'un débat, un point qui attire, demande une étude plus approfondie, qui constitue un sujet de discussion, qui nécessite un complément d'explication. Qu'on ne croie pas surtout que je recherche, pour le plaisir, de tels échanges de vues. Pas du tout. Mais je crains toujours qu'on ne se comprenne qu'insuffisamment, qu'on ne marque un accord qui ne durera qu'un instant, une communauté de doctrine qui cessera lorsqu'on passera de la théorie à la pratique, de la pensée à l'acte.

Je tiens pour nécessaire de s'expliquer avant d'agir, de définir, si possible, la ligne générale de pensée et d'action avant d'œuvrer, et cela en quelque circonstance que ce soit.

Cet accord une fois établi, il ne reste plus qu'à examiner la tactique, variable suivant les circonstances, les objectifs qu'on se propose d'atteindre, tactique qui doit avoir toute la souplesse de la vie, mouvante à l'infini.

Des hommes qui ont réalisé entre eux un accord doctrinal peuvent être divisés momentanément, ils se retrouveront toujours, parce que chacun d'eux a bien en vue, toujours présents à la mémoire, les objectifs, les buts qu'ils ont fixés à leur action.

Les articles que j'ai consacrés à l'étude des trois grandes questions traitées visaient à obtenir ces résultats, après une longue discussion qui ne s'est malheureusement pas produite.

En outre, je tenais aussi à bien fixer notre opinion sur ces sujets, face aux adversaires de toutes tendances du vrai syndicalisme. Enfin, j'ai pensé qu'il était utile, en ces temps de trouble et de confusion, de donner à nos amis des arguments pour défendre nos conceptions. J'ai eu souvent l'impression pénible de voir de bons camarades, qui « sentent » admirablement, qui sont des « instinctifs » merveilleux, rester bouche bée ou, ce qui est plus encore, bredouiller lamentablement lorsque les communistes leur posaient cette question : *Comment défendez-vous la Révolution ?* J'ai voulu « armer » nos amis en même temps que raffermir, sur ces points si controversés, la pensée syndicaliste. Y suis-je parvenu ? Oui, si j'en vois le silence enregistré, surtout après les multiples appels du *Libertaire*. Je crains cependant de n'avoir pas fait œuvre solide, et ce silence ne me dit rien qui vaille. Franchement, j'aimerais mieux qu'on s'explique pausasse, si peu que ce soit, le besoin s'en fait sentir. Il ne saurait s'agir de classer ici les militants en catégories. Il n'y a, il ne peut y avoir que des hommes qui s'expliquent pour se comprendre et pour agir en commun.

Aussi, sans tarder davantage et bien qu'il ait situé sur un plan très différent du mien la réplique qu'il m'a faite, je répondrai au camarade Flash.

Je pense, en effet, que Flash a maintenant compris que l'examen auquel je me suis livré n'avait pas pour but essentiel, ni surtout exclusif, d'exposer les vues, conditions et moyens de l'unité. Il peut être également assuré que, dans cette direction, l'unité que j'envisage — sur laquelle je me suis d'ailleurs maintes fois et complètement expliqué — n'est pas limitée aux seuls « révolutionnaires conscients de leur qualité ». Comme lui, c'est bien l'unité de la majorité — et même de la totalité — de la classe ouvrière que je souhaite, que je désire, que je poursuis avec lui.

Flash déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'autant moins d'y contredire que je suis totalement de cet avis. Mais ne convient-il pas de prendre cette charte avec tout son contenu, avec sa signification véritable ? Oui, sans doute ! Dans ces conditions, Flash ne m'en voudra pas d'avoir examiné ce contenu, je suppose ?

Lorsque la charte d'Amiens déclare, par son deuxième paragraphe, ainsi conçu : « La C. G. T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans contestation possible, les buts du syndicalisme.

Cela veut dire que tant qu'existera un patronat et un salariat, qu'ils soient individuels ou collectifs, c'est-à-dire particuliers ou étatiques, la C. G. T. groupera, en dehors de toute école politique, des travailleurs pour les faire disparaître. De 1906 à 1914, tous les syndiqués, tous les militants confédérés étaient de cet avis, tous croyaient à la mission anti-étatique du syndicalisme. Tous l'ont cru jusqu'à la naissance de la théorie de l'intérêt général qui ne peut, ce qui est pire, se réaliser qu'en « composant » avec l'Etat bourgeois. Puis vint la Révolution russe et, depuis 1920, la C.G.T.U. après la minorité, a vu des hommes distinguer entre l'Etat bourgeois et l'Etat prolétarien. Ces hommes vont jusqu'à prétendre que le syndicalisme doit s'incorporer à l'Etat prolétarien, que les syndicats sont les organes d'exécution — mais non de direction — du pouvoir prolétarien du patronat d'Etat, sans être pourtant parvenus à démontrer que les intérêts des syndiqués se confondent avec ceux de leur patron, l'Etat. Et on remarquera que je néglige ici l'argument considérable que me fournit la co-existence, sous le régime « dit prolétarien » du capitalisme privé (50 % du commerce de gros, 83 % du commerce de détail) et du capitalisme d'Etat.

Nul ne peut contester que la dictature du prolétariat, que l'Etat prolétarien, dont j'ai démontré l'impossibilité de disparition par lui-même sous des moyens ou des objectifs extra-syndicaux qui ne peuvent, comme le veut la charte d'Amiens « grouper tous les travailleurs, en dehors de toute école politique ».

C'est donc au nom de la charte d'Amiens que je condamne ces deux idées, ces deux

sophismes redoutables dont le syndicalisme est empoisonné.

D'ailleurs, la charte d'Amiens ne prononce-t-elle pas et sans réplique :

1^{er} La condamnation de l'intérêt général lorsqu'elle précise : « Le Congrès considère que cette déclaration (la disparition du patronat et du salariat) est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs « en révolte contre toutes les forces d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière » ;

2^e La condamnation d'un soi-disant Etat prolétarien, dont elle nie la nécessité de la façon suivante :

« Mais cette besogne (la besogne d'améliorations quotidiennes) n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le « syndicat aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe-ment de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »

Continuateurs de l'œuvre de la première Internationale, nous avons, nous aussi, à Berlin, en juin et décembre 1922, rejeté les « aberrations politiques ou religieuses » pour rechercher la plateforme doctrinale, simple, sur laquelle il était possible de grouper tous les travailleurs comme le veut également la charte d'Amiens.

C'est donc bien sur son texte, qui renferme en puissance tout ce que j'ai exposé, que nous croyons l'unité possible. Pour cela il faut et il suffit de lui donner sa seule, sa vraie interprétation. Toute tentative d'en escamoter une partie, d'en travestir une autre, conduit à l'unité de façade, au mensonge accepté, à la cassure nouvelle.

Voilà ce que j'ai voulu dire, sur ce point particulier, lorsque j'ai écrit : « Le syndicalisme ne retrouvera son unité qu'en éliminant ces trois sophismes : l'intérêt général, la dictature du prolétariat et la destruction de l'Etat provisoire par lui-même ». Et je le pense toujours. Je le pense parce que — et Flash le reconnaît formellement — la charte d'Amiens condamne ces trois faux dogmes. Les accepter, c'est renier la charte d'Amiens, les renier, c'est accepter la charte d'Amiens dans son texte intégral, dans son contenu réel et son esprit exact.

Tant que nous ne serons pas d'accord sur ce dilemme, tant que notre choix ne se sera pas fixé sur la dernière partie, sur la seconde affirmation, la plateforme de l'unité restera à chercher et l'unité sera impossible.

Et tout cela est syndicaliste et rien que syndicaliste. N'est-ce pas d'ailleurs ce qui fait notre force ?

Pierre BESNARD.

Les grèves

Plombiers-Poseurs de Paris. — Plus nombreux que jamais, les grévistes, réunis à la Bourse du Travail, approuvent sans réserves le mouvement actuel, s'engagent à aller jusqu'au bout et par tous les moyens en leur pouvoir. Décident une chasse sans merci aux renards et invitent nos camarades terrassiers et du bâtiment à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour les faire courir. Se quittent aux cris de : « Vive la grève ! »

Réunion à 14 heures pour le Comité de grève. Assemblée générale à 15 heures.

Mouleurs de chez Debar. — Après quinze jours de grève, le cap de la Pentecôte a été bien franchi. La réunion d'hier fut reconfortante. Appel est fait à tous les métallurgistes pour aider les grévistes. Réunion aujourd'hui, à 9 heures.

Charpentiers de Lyon. — Les ouvriers charpentiers ont décidé de commencer la grève ce matin s'ils n'obtiennent pas 4 fr. 50 de l'heure.

Tisseurs de Tourcoing. — Les ouvriers de la Société des Tissus français, au nombre de quatre-vingts, se sont mis en grève pour une augmentation de salaires.

Chef des Scieurs de pierre tendre

UNE PIEUVRE PATRONALE

S'il était organisé un concours du plus mauvais tâcheron de France et de Navarre, sans nul doute le sieur Billiez aurait le premier prix. Tel une sangsue, il s'agrippe après ses ouvriers et comme une pieuvre il étend ses longues tentacules de profiter sur les malheureux qui tombent sous sa coupe. Le Billiez en question fait partie de la trinité Moreau et Lauvergne. Il renie la thune comme un chien renie sa patte mal trempée. Non content de faire faire neuf heures aux compagnons, il veut aussi que ceux-ci rattrapent une demi-heure de casse-croûte, ce qui est véritablement un excès dans l'art d'exploiter la sueur d'autrui.

Après les écailles et les nageoires d'un poisson très estimé sur nos tables, ce bougre de Billiez s'essaye à posséder une mâchoire de squal. En bon requin, il suit les taillables et corvables à merci pour, au moment opportun, sauter sur sa proie et la dévorer comme un animal féroce.

Cependant, dernièrement, comme un de ses jaunes rabatteurs, du nom de Pouvreau, essayait de pressurer un peu plus les bonnes poires, quelques-uns de nos corporants, outrés d'une telle prétention, préférèrent prendre le large plutôt que de rester dans le bagne de la Plaine-Saint-Denis.

Il est utile de souligner le geste de nos compains à l'heure où les profiteurs se font de plus en plus arrogants. Il faut que cet exemple soit suivi partout où la thune n'est pas payée, et où la journée de huit heures n'est pas respectée. Tous les Billiez de ce pays doivent d'ici peu être amenés à contribution. Pour cela, continuons l'action commune sur les chantiers de ces mercenaires et prouvons par notre solidarité notre force d'inertie.

Puisse le Bloc des Gauches méditer sur le modèle d'exploiteur qu'est le sieur Billiez.

Le Conseil syndical.

LE GROUPE ANARCHISTE DE BORDEAUX

Le procès des « matraqués » est clos
Celui des matraqueurs commence

Tous ce soir à 20 h. 30
A L'ALHAMBRA

Orateurs :
M. CLUZAN Avocat de G. Berton
M. REBEYROL Avocat à la Cour
BOUDOUX de l'U. A.

A. LAPEYRE
du Groupe de Bordeaux
LAFAYE
de l'U. D. S. Confédérés

Contre l'impôt infâme

Le Syndicat Unique du Bâtiment fait un pressant appel auprès des camarades de toutes corporations pour empêcher la vente des meubles du camarade Gossodoué, demeurant au n° 130, rue de Vaugirard, de la Section de la serrurerie.

Il leur demande de se trouver en nombre pour empêcher le fisc de saisir le peu que notre camarade possède au profit de l'Etat capitaliste et affameur.

Tous présents vendredi, à 10 heures du matin. Les travailleurs du bâtiment ne perdront pas la saisie des quelques hardes de leur camarade, alors que les profiteurs de guerre sont assurés de l'impunité.

Le troisième Congrès de la Fédération syndicale internationale

La Fédération Syndicale Internationale, dite d'Amsterdam, a tenu son troisième Congrès à Vienne (Autriche) ; 22 pays étaient représentés par 173 délégués, et 30 fédérations professionnelles. A signaler l'adhésion des ouvriers juifs de Palestine. Le « Peuple » publie des comptes rendus de Harnel assez détaillés. Afin d'informer nos lecteurs nous en donnons quelques extraits.

Le Congrès a été ouvert le 2 juin par Mertens, de Belgique, lequel fit un exposé de la F. S. I. depuis la guerre.

J.-H. Thomas, devenu ministre des colonies dans le cabinet MacDonald, est désigné comme président de la F. S. I. Il est remplacé par Purcell, des Trade Unions.

Parmi les discours de bienvenue citons ceux de Doms, au nom de la Centrale autrichienne ; Otto Bauer et Fritz Adler, au nom des socialistes ; le docteur Renner, de l'Alliance coopérative internationale ; le docteur Seitz, maire socialiste de Vienne. On le voit, les salamalescos sont de rigueur, entre socialistes et syndicalistes réformistes. C'est le coucoubinage étalé au grand jour, comme il existe entre les communistes et les syndicats affiliés à Moscou.

AMSTERDAM ET MOSCOU

Sassenbach, secrétaire de la F. S. I., présente le rapport moral où il est question des rapports avec les syndicats russes.

Bramley, Angleterre, est d'avis de continuer la correspondance avec les Russes parce que le gouvernement travailliste est en négociations avec les Soviets.

Fimmen appuie cette proposition. Grassmann, Allemagne, répond que les rapports gouvernementaux n'ont rien à voir avec les relations syndicales, et il déclare :

« Nous sommes toujours disposés à renouer les relations avec les Russes, mais à la condition que leurs syndicats deviennent indépendants de leur gouvernement et, d'autre part, qu'ils adoptent des méthodes plus honnêtes. »

La discussion est reprise le lendemain matin.

Nygard, Danemark, déclare qu'il faut attendre avant de poursuivre des pourparlers avec les Russes, dont l'œuvre de division a été particulièrement funeste dans les pays scandinaves. Avant tout, il faut que les dirigeants de l'Internationale rouge cessent leur lutte systématique contre l'Internationale d'Amsterdam, leurs insultes et leurs calomnies. L'unité ouvrière suppose une bonne volonté réciproque et une sincérité dont les Russes n'ont jamais témoigné encore.

Lenoir, au nom de la C. G. T. française, fait les déclarations suivantes : « Nous nous refusons de confondre la Révolution russe avec les dirigeants qui ont introduit dans les relations internationales des mœurs inqualifiables, le peuple russe avec son gouvernement. »

« Nous aussi, en France, nous insistons pour la rentrée de la Russie dans l'ensemble des peuples. Mais nous conserverons notre liberté au regard des syndicats russes, et nous défendrons pied à pied notre Internationale contre les efforts tentés pour la détruire. »

« Ne confondons pas les relations entre gouvernements et la position du mouvement ouvrier. Nul ne songe à demander une rupture avec l'Italie fasciste, mais nul n'a plus le droit de penser à s'incliner devant les injonctions des syndicats fascistes. »

Quand les syndicats russes auront recouvré leur indépendance, alors notre collaboration avec eux sera facile. »

Le rapport moral a été renvoyé à la commission.

LES STATUTS

Brown, secrétaire adjoint, propose des modifications.

Une de ces questions est celle relative aux finances de la F. S. I. En proposant de les fixer sur la base de 12 florins hollandais par mille membres par an, le Bureau demande les moyens de poursuivre son action très gênée dans la période la plus récente par la crise des changes. De

même, il demande la constitution d'un fonds spécial contre la guerre.

Il est proposé, d'autre part, de modifier le système de votation : chaque centrale disposerait de 2 voix jusqu'à 250.000 membres, d'une autre voix de 250.000 à 500.000 membres, d'une voix, enfin, pour tout effectif supplémentaire de 500.000 membres.

LES FEDERATIONS INTERNATIONALES

La question russe revient avec la discussion sur les secrétariats professionnels, lesquels s'étaient déjà réunis avec le Comité-directeur de la F. S. I., et avaient adopté à l'unanimité, moins la voix des mineurs, la résolution suivante :

« La conférence déclare que seule la Fédération Syndicale Internationale doit être reconnue comme l'Internationale de toutes les organisations syndicales. »

« Les décisions de la conférence de la F. S. I. avec les secrétariats professionnels internationaux des 9 et 10 novembre, à Amsterdam, sont reconnues comme directives organiques. »

Après discussion, une proposition française est adoptée par seize voix contre quatre, admettant trois délégués des secrétariats professionnels à titre consultatifs auprès du Comité-directeur de la F.S.I.

LEGISLATION INTERNATIONALE

Oudegast fait un historique de la question depuis la conférence de Leeds en 1916, et y ajoute les logements ouvriers.

Bromley demande d'ajouter la socialisation des chemins de fer et autres moyens de transport, la socialisation des mines, la propriété collective du sol et des ressources naturelles et minières, toutes revendications qui figurent, dit-il, au programme des travailleurs.

Le renvoi à la commission est alors prononcé.

CONTRE LA GUERRE

Le débat a été très court à propos de la lutte contre la guerre et le militarisme. Le rapporteur Jouhaux n'était pas encore arrivé. Disons qu'il avait du retard comme en 1914, et qu'il n'est pas du tout qualifié pour traiter de cette question.

D'Aragona, Italie, préconise... la conquête des pouvoirs publics comme moyen préventif contre la guerre.

Le tout est renvoyé à la commission, c'est-à-dire enterré sans plus d'oraison.

Pour empêcher la guerre il n'y a pas grand-chose à attendre des mauvais bergers d'Amsterdam.

LES HUIT HEURES

La défense des huit heures a été assez soutenue. Le rapporteur Mertens a dénoncé la fausseté des principaux arguments utilisés par le patronat.

L'un d'eux consistait à affirmer dans chaque pays que la journée de huit heures n'est pas appliquée dans tous les autres. Le mensonge qui est à la base de ces affirmations contradictoires est évident.

Le second revient à charger la journée de huit heures de toutes les crises qui atteignent la production. C'est également un mensonge ; la vérité, c'est que les employeurs, hostiles à la réforme, n'ont pas voulu transformer leurs méthodes, leur outillage, l'organisation technique de leurs entreprises. Ils ont constamment opposé leur routine au progrès.

Or, fait remarquer le rapporteur, il est un moyen de faire participer sans surmenage les travailleurs à l'intensification de la production : c'est le contrôle ouvrier, déjà réalisé dans certains pays, et que le mouvement syndical met désormais au premier plan de ses préoccupations.

Et l'orateur veut que le Congrès manifeste une volonté absolue de défendre la journée de huit heures nationale et internationale, et il chargera le Bureau et le comité-directeur de la F.S.I. d'exécuter les mesures arrêtées par lui.

Buozzi, Italie, dans une intervention très nourrie, s'attaque à son tour aux sophismes du patronat.

Prétendre que la réduction des heures de travail entraîne la réduction de la production, c'est oublier volontairement tout un ensemble de facteurs qui sont les plus importants, par exemple, les conditions mêmes du travail durant la guerre et leur suite, l'anarchie économique générale d'après-guerre, l'état chaotique de la répartition des matières premières, l'insécurité des changes et des prix, la réduction du nombre des travailleurs.

Buozzi, ayant ensuite présenté quelques observations sur le contrôle ouvrier, signale quels sont l'état d'application des huit heures et la vie des syndicats en Italie, sous le règne du fascisme.

Le Congrès ajourne ensuite ses travaux. La troisième journée, 4 juin, a été employée aux travaux des commissions, et au vote de la résolution contre la guerre.

La cinquième et dernière journée a été consacrée à différents rapports des commissions.

Chez les Charpentiers en fer

L'ASSEMBLEE DU 6 JUIN

Les corporants Monteurs, Levageurs, Riveteurs, Forgerons, Frappeurs et parties similaires de la Seine sont en réveil. Demain ils auront conquis la place qui leur revient dans le mouvement social et syndical.

A la réunion extraordinaire du 6 juin, la plupart des compagnons étaient présents. Des décisions importantes furent prises pour la réalisation du cahier de revendications, pour le recrutement syndical et pour la bonne marche de la Section technique et du Syndicat Unique du Bâtiment de la Seine.

Nous reviendrons incessamment sur la question des revendications. A ce sujet, nous recommandons à nos militants, ainsi qu'aux délégués de chantiers, d'être vigilants.

Les élections pour le Bureau et le Conseil ont donné les résultats suivants :

Sont élus pour la Section :
Secrétaire : Alexandre Ratzer ; secrétaire adjoint : J.-S. Boudoux ; trésorier et collecteur : Maillet.

Conseil : Ch. Vallet, B. Vallet, E. Toussaint, Savary, Legal, Lucien Hue, Christin, Hélias, Pichot, Barbier, Jean Clément, Ch. Zanon, Cuisset.

Sont désignés comme délégués au Conseil du S. U. B. : E. Toussaint, A. Ratzer, J.-S. Boudoux, Christin, Cuisset.

Le président de séance : B. VALLET.

Communiqués syndicaux

Fédération du Bâtiment. — La réunion de la Commission exécutive qui devait avoir lieu ce soir est reportée à une prochaine convocation.

Comité intersyndical du 13^e. — Grand meeting pour l'amnistie, contre l'impôt sur les salaires, pour les huit heures.

Orateurs : Cuisset, Suzanne Lévy et Chabert, des Métaux.

Demain, à 20 h. 20, 163, boulevard de l'Hôpital (maison des Syndiqués).

Boulangers. — Nécrologie :

Nous apprenons avec regret le décès de notre vieux camarade Brul Antoine.

Il fut sur la brèche jusqu'à la dernière minute de son existence.

Le Syndicat des ouvriers boulangers adresse à sa famille l'expression de ses plus vives condoléances.

Carriers à grès. — Convocation parvenue trop tard.

Syndicat des Métaux (section du 17^e). — Ordre du jour important. Présence de tous obligatoire. Ce soir, à 21 heures, 172, rue Legendre.

Groupe syndicaliste des Métaux. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, bureaux 13 et 14, 4^e étage, Bourse du Travail. Sont invités les camarades syndicalistes adhérents au Syndicat unitaire des Métaux et ceux qui n'ont pas cru devoir reprendre leur carte 1924. Il est très important d'être présent.

Jeunesse syndicaliste des Métaux. — Convocation parvenue trop tard.

Papier-Cardon. — A 20 h. 45, permanence et réunion du Conseil de l'Enveloppe.

Jeunesse syndicaliste des 14^e et 12^e. — Ce soir, à la maison des Syndiqués, 2, rue Saint-Bernard, causerie par le camarade Blanc.

DANS LE S.U.B.

MENUISIER. — Assemblée générale, ce soir, à 18 heures, salle Perrault, Bourse du Travail.

PERMANENCE PRUDHOMALE. — Tous les mercredis, de 18 heures à 20 heures, bureau 14, Bourse du Travail.

PEINTRES. — Les camarades sont prévenus qu'il y a une amnistie pour les syndiqués qui ont quitté le Syndicat depuis 1919, pour une cause ou une autre. C'est le moment de profiter de cette amnistie pour revenir parmi nous. Pour que le meeting du 19 juin ait toute son ampleur et donne à réfléchir au patronat, nous invitons tous les copains à venir chercher des tracts à la permanence et à les distribuer.

Permanence de 9 heures à 19 heures, Bourse du Travail, bureau 4, 4^e étage.

La Vie de l'Union Anarchiste

Conseil d'Administration DU « LIBERTAIRE »

Réunion du Conseil ce soir, à 20 h. 30, au local habituel. Présence indispensable de tous.

Paris et Banlieue

Comité d'initiative de l'U.A. et de la Fédération de la Région parisienne. — Réunion demain, à 20 h. 30, 40, rue de Bretagne.

Groupe du 15^e. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, rue Mademoiselle, 85. Très intéressant sujet à débattre : « Les Anarchistes et la Propagande ». Le Sens de notre activité.

Les bons camarades qui s'intéressent à nos efforts mais qui ne peuvent nous seconder en sortant de leur désir-voudront bien faire en sorte d'assister à ce débat. Nous serions heureux également si quelqu'un du Groupe de Saint-Denis pouvait se déranger malgré l'éloignement.

Groupe du Bourget-Drancy. — Réunion du Groupe ce soir, à 20 h. 30, très précises, salle Chabrilange, place de la Mairie, Drancy.

Organisation du meeting pour l'amnistie ; l'issue du Comité de défense.

Très urgent.

Groupe de Pantin-Aubervilliers. — Grand meeting pour l'amnistie totale, demain, salle des conférences, 42, avenue Edouard-Vaillant, Pantin, avec les concours des camarades Capocci, Frossard, Fichet.

Groupe de Boulogne-Billancourt. — Vendredi 13 juin, causerie-conférence par le camarade Mazurier, sur « Le Tzarisme au Bochevisme ». Que les copains soient nombreux à cette réunion.

Antony-Fresnes. — Samedi 14 juin, à 20 h. 45, aux Jardins Lironnet, 30, rue de la Mairie, formation d'un groupe libertaire.

Province

Groupe libertaire de Marseille. — Réunion du Groupe au bar Canals, 114, boulevard Dugommier, demain, à 20 h. 30.

Le camarade Carbi exposera les motifs qui militent en faveur de la réorganisation du Groupe sur des bases pratiques.

CAMARADES,
Lisez chaque mois

La Revue Anarchiste

Le numéro : France, 1 fr. 75 ; extérieur, 2 francs.

Abonnements : 4 mois France 6 fr., extérieur 7 fr. ; 8 mois France 12 fr., extérieur 14 fr. ; 12 mois France 18 fr., extérieur 21 fr.

Chèque postal : Reimeringer 231-90.

Communications diverses

La Muse rouge. — Groupe des poètes et chansonniers révolutionnaires, ce soir, à 20 h. 30, au siège, 49, rue de Bretagne, réunion générale. Ordre du jour très important. Présence désirable de tous.

La Famille nouvelle. — Réunion du Conseil ce soir, à 21 heures, au restaurant coopératif, 122, rue de Flandre. Présence de tous indispensable.

Arts et Lettres. — Mercredi 11 juin, à 21 h., M. Alcanter de Braham, président du groupe artistique « Arts et Lettres », 133, boulevard Saint-Germain, fera faire une conférence sur le poète humanitaire Wilfrid Lucas, l'auteur de « Marie de Magdala », par le poète Jacques Noir. Mlle Madeleine Roch, de la Comédie-Française, prêtera son concours.

PETITE CORRESPONDANCE

L'Unique et sa Propriété (Stirner) : les Paci-fiques (Han Ryner) ; Line (Séverine). Fale of-fres à Collin, au « Libertaire ».

Pascual Martinez de Barcelona desea relacionarse con Eusebio Lorenzo ; a ser posible noy a las ore 6 y media de la noche, rue Luis-Blanc, 9.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY.

Imprimerie spéciale *du Libertaire*
10-12, rue Paul-Léon, Paris